

# GEO HISTOIRE

## H O R S - S É R I E

Juin - juillet 2020

BEL: 10,90 € - CH: 15 CHF - CAN: 14,99 CAD - D: 13 € - LUX: 10,90 € - Port. cont.: 10,90 €  
- DOM: Bateau: 9,90 € - Maroc: 109 MAD - Tunisie: 20 TND - Zone CFP Bateau: 1 600 XPF



80 ans après l'appel du 18 juin

# DE GAULLE

DERRIÈRE LA LÉGENDE,  
L'AVENTURE D'UN HOMME,  
LE DESTIN DE LA FRANCE

**IPM** PRISMA MEDIA **CPPAP**  
M 04131 - 10H - F: 9,90 € - RD



Les 100 photos marquantes - Les dates clés - L'héritage

# SOMMAIRE

## LES PREMIÈRES ANNÉES 1890-1918

- 6** **UNE ÂME DE REBELLE**  
A 14 ans, il se rêve en sauveur de la patrie... Derrière le jeune Charles perce déjà l'ambitieux de Gaulle
- 16** **2 MARS 1916 - LE JOUR OÙ...**  
Blessé, capturé, il voudra sa revanche et gardera une obsession : ne jamais cesser le combat.

## L'ENTRE-DEUX-GUERRES 1919 - 1940

- 20** **UN OFFICIER À CONTRE-COURANT**  
Il plaide, sans succès pour une armée de métier et pour une utilisation différente des blindés.
- 34** **17 JUIN 1940 - LE JOUR OÙ...**  
L'appel aux Français faillit ne pas se faire, car le gouvernement britannique se méfie.

## LA GUERRE 1940-1944

- 38** **LE CHEF DE LA FRANCE LIBRE**  
De Gaulle va s'imposer comme l'interlocuteur légitime des Alliés avec un mot d'ordre : résister.
- 60** **17 JUIN 1940 - LES JOURS OÙ...**  
La capitale attendait son sauveur. La libération de Paris fut autant une bataille militaire qu'une joute politique.

## LA SOLITUDE 1945-1958

- 68** **UNE ÉCLIPSE FORCÉE**  
Après avoir démissionné le 20 janvier 1946, à 67 ans, il se retire à Colombey-les-Deux-Eglises.
- 84** **4 JUIN 1958 - LE JOUR OÙ...**  
Il fait basculer le destin de l'Algérie en prononçant son fameux : «Je vous ai compris.»

## LE PREMIER MANDAT 1958-1965

- 86** **LE MONARQUE RÉPUBLICAIN**  
En instaurant la V<sup>e</sup> République, de Gaulle met en place le régime présidentiel qu'il ambitionnait.
- 106** **5 DÉCEMBRE 1965 - LE JOUR OÙ...**  
Trahi par les urnes, il remporte malgré tout la mise. Une terrible blessure d'orgueil.

## LE CRÉPUSCULE 1965-1970

- 110** **LA FIN D'UN GÉANT**  
Après les événements de mai 1968, le vieux général semble en décalage avec une société en ébullition.

## L'ENTRETIEN

- 130** L'historien François Kersaudy dévoile les paradoxes de Charles de Gaulle.

## AGENDA / À LIRE, À VOIR

- 134** **LES CHOIX DE GEO HISTOIRE**  
Commémorations, expositions, essais, mémoires, DVD...

En couverture : Charles de Gaulle à bord d'un destroyer, le 13 avril 1943.  
Crédit : Keystone Pictures USA / Aurimages.

# UNE ÂME DE REBELLE

**1890-1918**

Dans ses rédactions, il se rêve déjà en sauveur de la patrie... En 1905, le jeune Charles, âgé de seulement 14 ans, imagine une *Campagne d'Allemagne*, récit d'un conflit entre la France et son ennemie d'outre-Rhin, au cours duquel le «général de Gaulle» fait basculer la guerre. Enfant de la Belle Époque et de la III<sup>e</sup> République, Charles André Joseph Marie de Gaulle est né le 22 novembre

1890 à Lille, dans la maison de ses grands-parents maternels, des industriels du textile. Troisième fils d'Henri de Gaulle, ancien soldat de 1870, et de son épouse Jeanne Maillot, il reçoit une éducation influencée par un catholicisme légitimiste, respectueuse des institutions et de la justice. L'adolescent dévore des récits héroïques. Son père, professeur de lettres et d'histoire, lui fait découvrir les écrivains nationalistes (Maurice Barrès, Charles Péguy) et lui rappelle que la vie d'un homme est peu de chose face au destin de son pays. Derrière le jeune Charles perce déjà l'ambitieux de Gaulle.



Bridgeman Images

Sur cette photo prise à Lille, où résident ses grands-parents maternels, Charles a 16 ans.



Bridgeman Images (x5)

**UNE FAMILLE TRÈS  
ATTACHÉE À LA  
FRANCE ÉTERNELLE**

De Gaulle conservera toujours une infinie reconnaissance pour ses deux parents, Jeanne et Henri. Sa mère était une fervente catholique. Quant à son père, il fut un éminent professeur qui prit le parti du capitaine Dreyfus. Ci-dessous, l'acte de naissance de Charles de Gaulle, établi le 23 novembre 1890 à Lille.



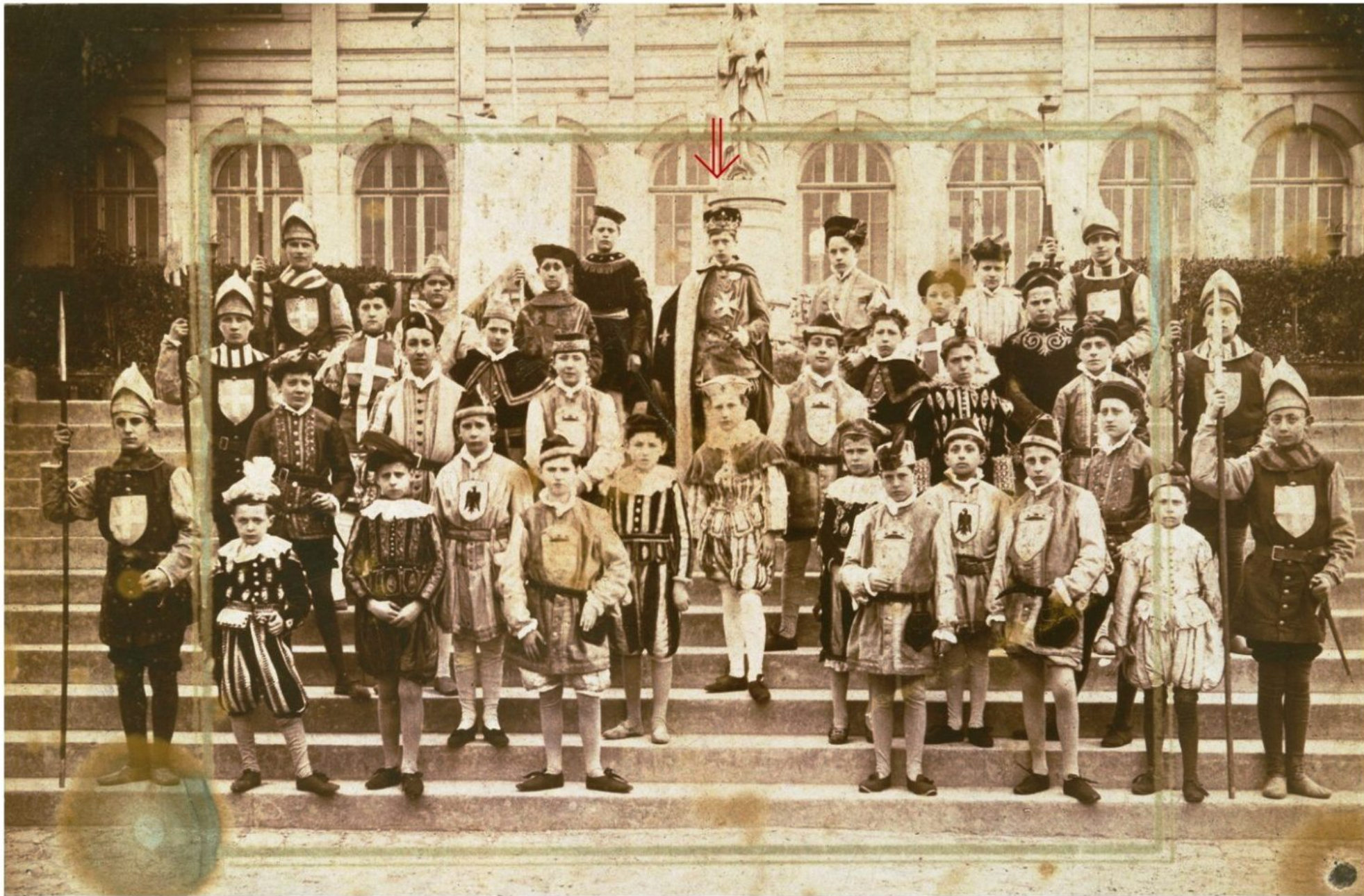
N° 5153  
De Gaulle  
Charles André  
Joseph, Marie  
Lévir

L'an mil huit cent quatre-vingt-dix, le vingt trois novembre à trois heures  
du soir par devant nous Achille Louvillier  
Adjoint au Maire de Lille, faisant par délégation les fonctions d'Officier de l'État-Civil,  
A Comparu: Henri Charles Alexandre de Gaulle  
avocat, né à Paris (seine) lequel nous a présenté un  
enfant du sexe masculin né le vingt deux novembre  
à quatre heures du matin, en la maison n° 12 rue Princesse  
n° 9, de lui déclarant et de Jeanne Caroline, Marie,  
Mocillot, son épouse âgée de trente ans, née à Lille,  
tous deux domiciliés à Paris Avenue de Breteuil  
n° 15 (Seine) auquel enfant il a déclaré donner les prénoms  
de Charles André Joseph, Marie. en présence de  
François Vanpuyghem Docteur en médecine âgé de cinquante  
neuf ans, et de Oscar Leduc Cocher âgé de vingt six  
ans, tous deux domiciliés à Lille, lesquels et le Comparant  
ont signé avec nous le présent acte après lecture.

Achille Louvillier  
François Vanpuyghem  
Oscar Leduc  
A. de Gaulle

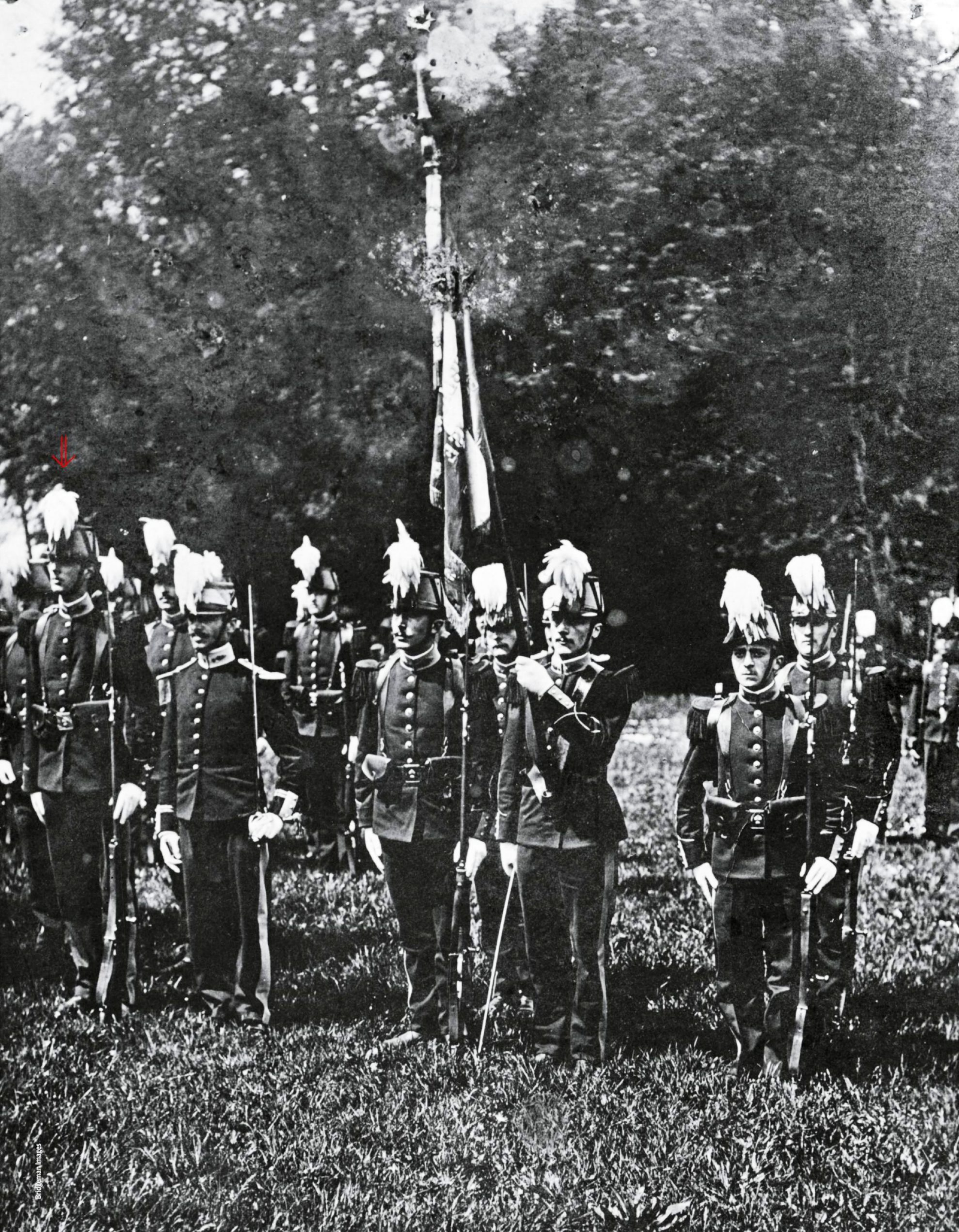


photo ci-contre : AFP



**DES ÉTUDES À L'OMBRE DE LA CROIX**

Ci-dessus en 1901, le jeune de Gaulle interprète le rôle d'un roi au sein d'une petite pièce de théâtre organisée par son école catholique. Il est un élève au sérieux impeccable. Pour sa famille, comme il le dira plus tard : «Le travail intellectuel était la seule chose qui comptait.» En 1908, au collège Stanislas à Paris, il prépare Saint-Cyr et se destine à une carrière militaire (ci-contre).





« La véritable école du commandement est la culture générale »

Extrait de *Vers l'armée de métier* (1934), de Charles de Gaulle.

**UN OFFICIER REMARQUABLE**

En 1911, le saint-cyrien participe à une cérémonie de la garde au drapeau. L'année suivante, il devient officier et reçoit les éloges du prestigieux établissement versaillais, comme en témoigne son relevé de notes (à droite). Le major de sa promotion est le futur maréchal Juin. Charles de Gaulle sort treizième, un joli parcours quand on sait qu'il était entré 119<sup>e</sup> sur 221.



1011

TRAVAIL D'AVANCEMENT DE 1913 (1)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTRUCTION MINISTÉRIELLE du 30 juin 1913

1<sup>o</sup> CORPS D'ARMÉE

MODÈLE E bis

ART. 230.  
Format tellière : 0<sup>m</sup>.21 sur 0<sup>m</sup>.32

(1) Ce millésime est celui de l'année dans laquelle est établi le travail d'avancement (Ex. : 1912 pour le travail qui doit servir à dresser les tableaux d'avancement et de concours pour 1913).

(2) Grade, nom, prénoms et emploi.

Corps ou Service } 33<sup>e</sup> RÉGIMENT D'INFANTERIE

RELEVÉ des notes de M<sup>(2)</sup> le Lieutenant de Gaulle  
*Charles André Joseph Marie*

<p>GÉNÉRAL DE BRIGADE ou INSPECTEUR-TECHNIQUE ou DIRECTEUR DU SERVICE (s'il y a lieu)</p> <p>Nom : <i>de Preval</i></p> <p><i>Commandant la 3<sup>e</sup> Brigade d'Infanterie</i></p>	<p><i>Officier qui s'annonce très bien et qui promet beaucoup. A encourager et à suivre.</i></p> <p style="text-align: right;"><i>Arras, le 21 Oct. 1913</i></p> <p style="text-align: right;"><i>Preval</i></p>
<p>COMMANDANT SUPÉRIEUR DE LA DÉFENSE (s'il y a lieu) ou GÉNÉRAL DE DIVISION</p> <p>Nom : <i>Bisard</i></p> <p><i>Commandant la 2<sup>e</sup> Division d'Infanterie</i></p>	<p><i>Habile confesseur. Fantastique. Le mérite que les plus grands éloges. Officier qui mérite de fixer l'attention</i></p> <p style="text-align: right;"><i>Arras, 25 8<sup>me</sup> 1913</i></p> <p style="text-align: right;"><i>Bisard</i></p>
<p>COMMANDANT DU CORPS D'ARMÉE et INSPECTEUR D'ARMÉE (s'il y a lieu)</p> <p>Nom : <i>Général Cremer</i></p>	<p><i>S.O.</i></p> <p style="text-align: right;"><i>Lille. 9/11 13</i></p> <p style="text-align: right;"><i>L. Cremer</i></p>

Nancy et Paris. — Imp. et lib. milit. Marc Imhaus et René Chapelot. — Trés. n° 214 A.

Porte carte : Paris - Musée de l'Armée, Dist. RMN-Grand Palais / Laurent Sully-Jaulmes - Bulletin de note : Bridgeman Images





**IMPATIENT,  
IL PRÉPARE LA  
GRANDE GUERRE**

En 1912, à sa sortie de Saint-Cyr, de Gaulle est affecté à Arras, au sein du 33<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Une unité commandée par le colonel Philippe Pétain, pas encore le héros de Verdun. A la fois hautain et réservé, de Gaulle ne sympathise pas facilement. Il s'adresse à ses camarades par de vibrantes déclamations, comme ici en 1913 : «La guerre développe dans le cœur de l'homme beaucoup de ce qu'il y a de bien ; la paix y laisse croître tout ce qu'il y a de mal.»

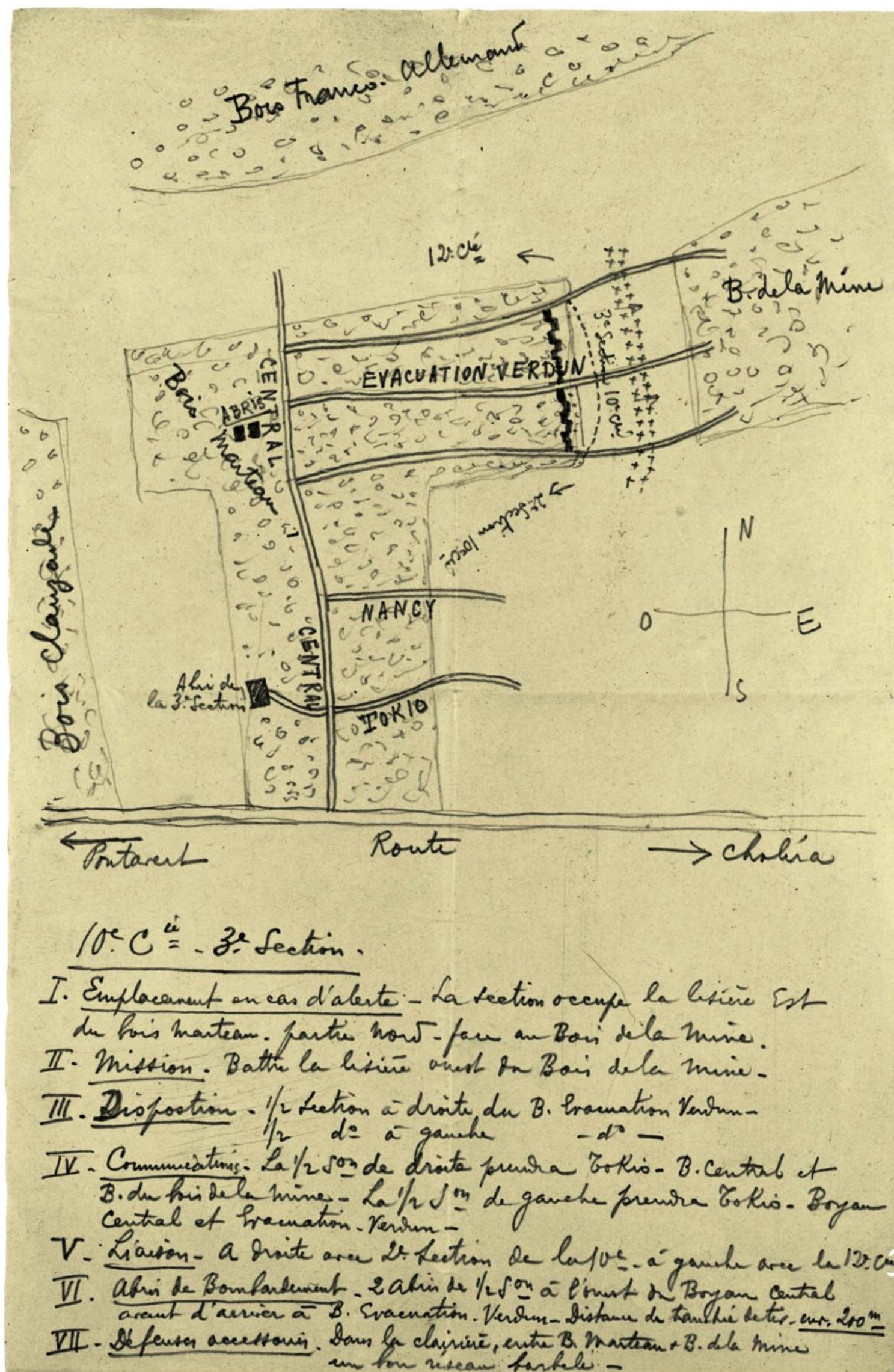
Bridgeman Images





« Avant hier, combat assez dur où le régiment a perdu quelques plumes (cinq officiers et 300 hommes) »

Lettre à sa mère, 11 janvier 1915.



#### À L'ÉPREUVE DU FEU

Avec ce croquis dessiné en 1915, de Gaulle tente de retranscrire la situation du front champenois. A droite, il inspecte une tranchée aux côtés du lieutenant-colonel Boud'hors. Quelques mois plus tard, en mars 1916, son régiment cède devant l'ennemi au fort de Douaumont. Capturé par les Allemands, de Gaulle restera prisonnier jusqu'à la fin de la guerre, en dépit de cinq courageuses tentatives d'évasion.



*2 MARS 1916* / *LE JOUR OÙ...*

# **BLESSÉ, CAPTURÉ, IL VOUDRA SA REVANCHE**

Au cours du conflit, cet officier prometteur voit son engagement stoppé net. Il est mis dans un camp de prisonniers. Pour lui, c'est insupportable. Il en gardera une obsession : ne jamais cesser le combat.



Le 24 octobre 1916 près de Verdun, ces poilus tentent de reprendre le fort de Douaumont, alors tenu par les Allemands. Avec son unité, de Gaulle fut

**A** 26 ans, il rêve de gloire et de baptême du feu... Promu capitaine en 1915, Charles de Gaulle brûle de combattre à Verdun. Cloué au lit par deux blessures, le jeune saint-cyrien n'avait pas pu participer aux batailles majeures de la Marne, de l'Artois et de Champagne. En partance pour le front, le 24 février 1916, dans une lettre à sa mère, il se dit convaincu qu'une «furieuse bataille s'engage, (...) que l'ennemi va y

éprouver une ruineuse et retentissante défaite». C'est dans cet état d'esprit qu'il découvre la fournaise de Verdun qu'il vivra pourtant personnellement comme un rendez-vous manqué avec l'Histoire.

Alors que les Allemands prennent facilement le fort de Douaumont le 25 février 1916, le 33<sup>e</sup> régiment, celui de Charles de Gaulle, arrive le soir même à Verdun. Quelques jours plus tard, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mars, son régiment doit remplacer le 110<sup>e</sup> en première ligne pour défendre le village et reprendre le fort. Le capitaine, en-

voyé en éclaireur, réalise que la situation est grave. Dès son retour à la base, de Gaulle note dans son rapport : «L'ennemi ne cessait de tirer sur tout ce qu'il voyait bouger (...). Malgré ces conditions désagréables pour une reconnaissance, je pus me rendre compte (...) que l'impression que nous a léguée le colonel commandant le 110<sup>e</sup> était fautive et que les Allemands manifestaient tous les symptômes de ceux qui se préparent à attaquer.» Pour l'historienne Frédérique Neau-Dufour, auteur de *La Première Guerre de Charles de Gaulle*, ●●●



Rue des Archives/Tallandier

contraint de céder devant l'ennemi quelques mois plus tôt.



Musée de l'Armée

●●● 1914-1918 (éd. Tallandier, 2015), le futur général s'affirme déjà : «Il interpelle les supérieurs hiérarchiques sur la situation militaire. Il critique l'officier du 110<sup>e</sup> régiment d'infanterie, et ce, sans aucune crainte d'outrepasser sa fonction.» Dans ce livre révélateur, l'auteur s'appuie notamment sur la correspondance entre Charles et sa famille. Des documents cruciaux pour comprendre comment de Gaulle a vécu ce conflit, très peu détaillé dans ses futurs *Mémoires de guerre*.

Dans son rapport destiné à la hiérarchie, le jeune capitaine souligne que le 33<sup>e</sup> régiment n'a pas été informé par le 110<sup>e</sup> d'une trouée sur la ligne de front. Entre la position de son régiment et celle des zouaves situés juste après, un «trou» de 700 mètres permet aux ennemis de s'infiltrer aisément. Son rapport, immédiatement envoyé à son colonel, ne permettra pas de changer la suite des événements. Quelques heures plus tard, dès 6 h 30 du matin, le 2 mars,

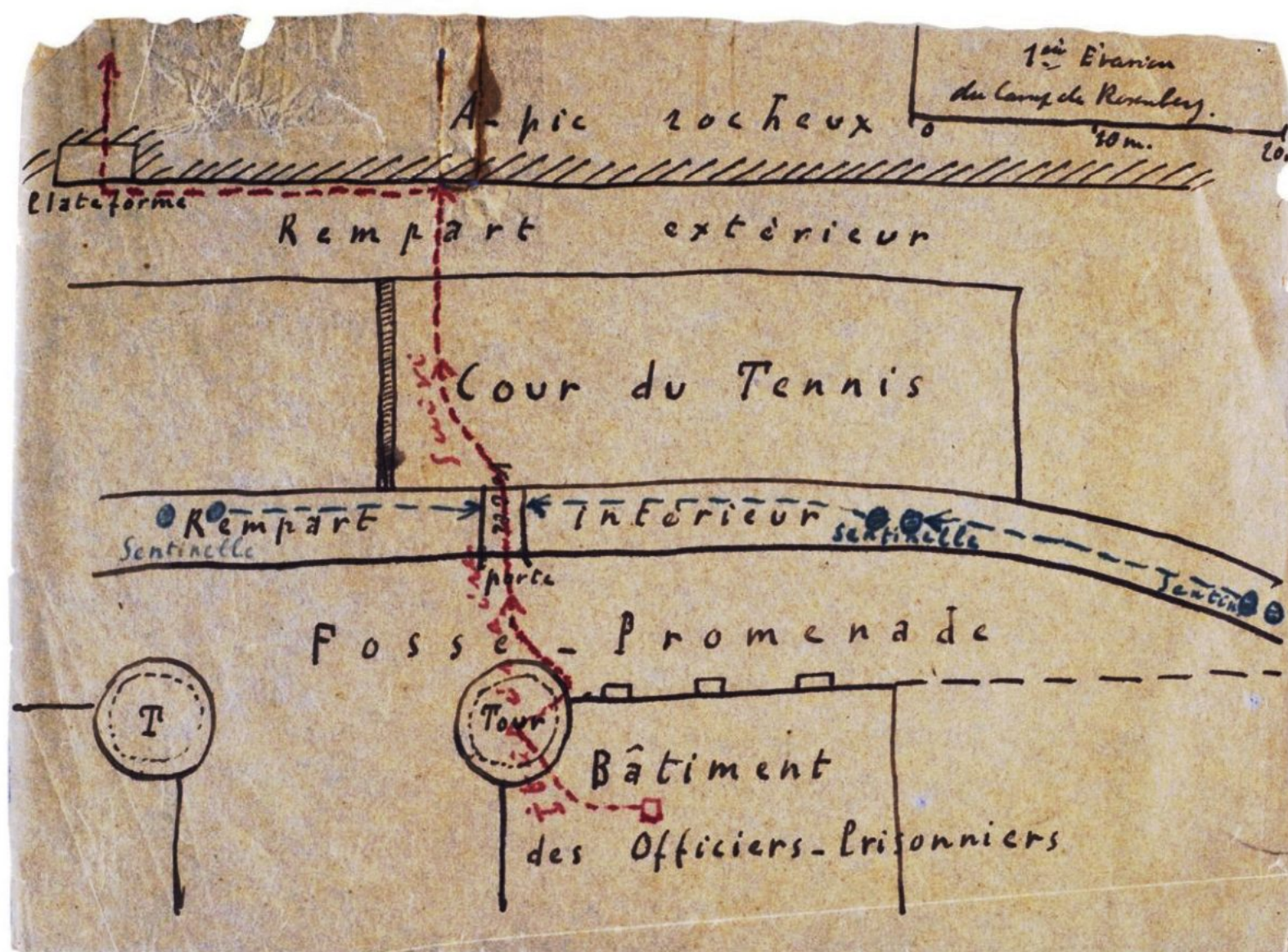
En 1916, au camp de Szczuczyn (Lituanie), le futur général sert la soupe à ses camarades. Pendant les trente-deux mois de sa captivité, il tentera de tromper l'ennui par la lecture des grands classiques et par celle d'ouvrages politiques.

alors que le 33<sup>e</sup> régiment vient à peine de se mettre en place, les Allemands attaquent. Dans une lettre à sa mère, quatre mois après cette journée infernale, Charles décrira «l'inénarrable bombardement auquel nous avons été soumis». Il soulignera le courage des hommes alors même que «les agents de liaison étaient tués avant d'avoir fait dix pas». Soudain vers 13 h 15, les Allemands contournent les Français par le «trou» mentionné dans le rapport du capitaine. Pour ne pas tomber sous le feu ennemi, de Gaulle rampe dans une tranchée. «A peine avais-je fait 10 mètres que, dans

un fond de boyau perpendiculaire, je vis des boches accroupis pour éviter les balles qui passaient. Ils m'aperçurent aussitôt. L'un d'eux m'envoya un coup de baïonnette qui traversa de part en part mon porte-cartes et me blessa à la cuisse. Un autre tua mon fourrier [sous-officier chargé de l'intendance] à bout portant. Une grenade, qui m'éclata littéralement sous le nez quelques secondes après, acheva de m'étourdir.»

Blessé, de Gaulle est fait prisonnier par les Allemands. De mars 1916 à novembre 1918, il est obsédé par le fait de ne pas être sur le front. A sa mère, il écrit encore : «Combien je pleure dans mon cœur, de cette odieuse captivité, vous le savez ma si chère petite maman !» A sa sortie de Saint-Cyr, il avait pourtant choisi l'infanterie et le 33<sup>e</sup> régiment sous les ordres de Pétain pour y réaliser ses ambitions. Le sort voulut qu'il subisse cette terrible humiliation. Ses cinq tentatives d'évasion témoignent de son acharnement à retrouver sa place au cœur

# POUR RETOURNER SE BATTRE, IL TENTE PAR CINQ FOIS DE S'ÉVADER



Bridgeman Images

de l'action. La Légion d'honneur qu'il reçoit en 1919, sur ordre signé de Pétain, sera sa seule consolation. C'est «le témoignage de l'estime générale où mes chefs ont bien voulu me tenir au cours de la campagne».

Verdun ne cessera de le marquer au fer rouge. Un talon d'Achille qu'utiliseront plus tard les antigaullistes pour déboulonner la statue du commandeur. Il n'aurait été, selon eux, qu'un lâche à Douaumont. Ainsi, Gaston Richebé, dans ses *Souvenirs d'un fantassin*, écrit : «Je tiens de source sûre qu'à Verdun sa blessure n'a été qu'une écorchure à la fesse.» En 1962, certains clament que le grand Charles est un imposteur, un traître qui a abandonné l'Algérie comme il avait déjà abandonné la France en 1916. Dans le *Dictionnaire Charles de Gaulle* (coll. Bouquins, 2006), l'historien Jean-Jacques Becker juge, au contraire, que cet échec était un mal nécessaire qui a changé son destin : «Si le jeune capitaine avait fait la guerre jusqu'au bout, serait-il

Le plan d'une de ses tentatives d'évasion, en juillet 1917 au fort bavarois de Rosenberg. Six mois auparavant, il ingérait une fiole d'acide picrique afin d'être transféré à l'infirmerie et de s'en échapper. Le fugitif fut intercepté 100 km plus loin.

devenu le général de Gaulle ?» Car pendant sa détention, il a mûri ; il a étudié ouvrages historiques et politiques. Fait des conférences sur la guerre auprès de ses camarades, frappés par son autorité naturelle. Sa perception des combats a évolué. Lui qui, à 15 ans, dans son poème *Je voudrais* écrivait avec emphase «Quand je mourrai, j'aimerais que ce soit sur un champ de bataille», a revu son jugement.

Pour Frédérique Neau-Dufour, sa biographe, cette vision romantique de la mort va s'estomper après Verdun. De Gaulle dénoncera, en effet, dès 1916, l'offensive à tout

prix : «Ces ordres d'assaut coûte que coûte, donnés par téléphone par un commandement si lointain, après des préparations d'artillerie dérisoires ou mal réglées ; ces assauts où les meilleurs officiers et les meilleurs soldats allaient se faire tuer comme des mouches.» Se dessine alors sa conception d'une armée moderne, d'une infanterie professionnalisée, appuyée par des unités de chars, qu'il soutiendra dans son livre *Vers l'armée de métier*, paru en 1934. Le protégé de Pétain y analyse aussi les défaillances de l'état-major et énumère les qualités nécessaires pour faire un bon chef en temps de crise ou de guerre. La défaite de Verdun a fait éclore l'homme du 18 juin, conclut Frédérique Neau-Dufour : «La blessure engendrée par la privation de combats ne se refermera plus. Elle achève de façonner une personnalité d'action et de ténacité.» En 1940, Charles de Gaulle défendra, cette fois, la France jusqu'au bout. ■

MAUD GUILLAUMIN, AVEC MARIE SAUMET



# UN OFFICIER À CONTRE-COURANT

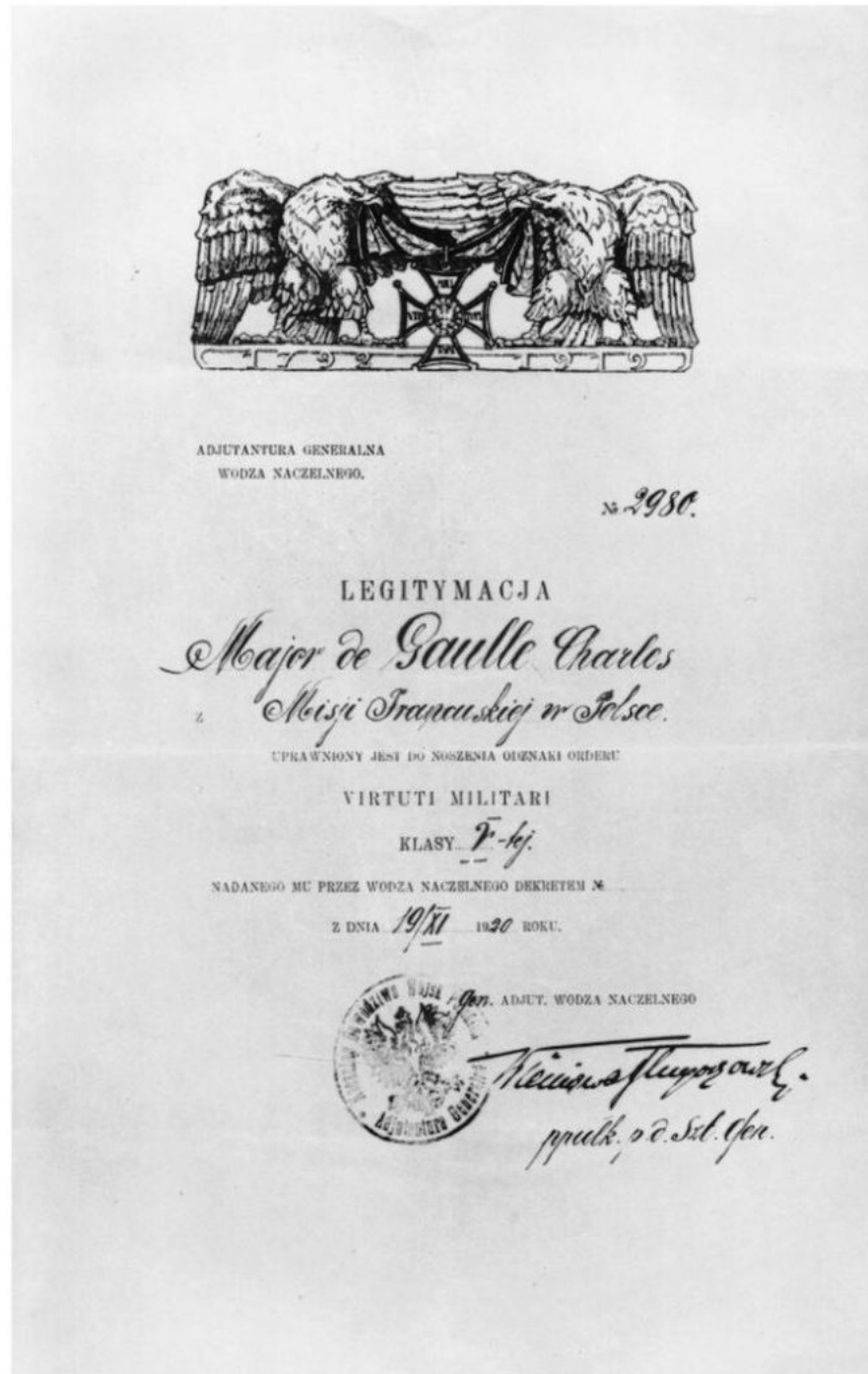
1919-1940

De la Première Guerre, de Gaulle garde un goût amer. Même s'il reçoit en 1919 la croix de chevalier de la Légion d'honneur, le capitaine d'à peine 30 ans a l'impression d'avoir été un «revenant», un soldat inutile. Il va trouver de nouveaux moyens de s'engager. D'abord en Pologne, qui vient d'accéder à l'indépendance, où il lutte contre l'Armée rouge. Puis au sein de Saint-Cyr et de l'École supérieure de la

guerre, où il enseigne l'histoire. Il y forge son âme de rebelle : en conflit avec ses supérieurs, dont il conteste la stratégie trop défensive, il trouve une protection en la personne du maréchal Pétain. Dans l'entre-deux-guerres, de Gaulle, qui s'est marié et a fondé une famille, va affiner sa vision militaire : promu chef de bataillon en 1927, il plaide pour une armée de métier et pour une utilisation différente des blindés. Cette approche nouvelle du combat reçoit peu d'écho auprès de la classe politique. Le colonel a l'impression de prêcher dans le désert. D'autant qu'il en est sûr : la guerre est inéluctable. Et elle sera mondiale.



De Gaulle, ici en 1930, commande le 19<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins stationné à Trèves (Rhénanie).



**EN POLOGNE,  
CONTRE LES  
«ROUGES»**

En 1919, de Gaulle quitte la France pour Varsovie où il doit participer à une mission de formation d'officiers polonais. Il compte sur ce séjour pour étoffer sa carrière, après une guerre passée loin des champs de bataille. Sur la photo de droite, on le voit aux côtés d'un lieutenant polonais, à Rembertów, en 1920. Ci-dessus, le *Virtuti Militari*, une prestigieuse décoration polonaise, qui lui fut accordée pour son action pendant la guerre soviéto-polonaise (1919-1921).



Bridgeman Images (x2)





**UNE FAMILLE UNIE  
AUTOUR DU SOLDAT**

A gauche, le 6 avril 1921 à Calais, de Gaulle épouse Yvonne Vendroux, fille d'une riche famille du Nord. Le couple aura trois enfants. Philippe, Elisabeth et Anne accompagneront leur père au gré de ses affectations. Ci-dessous, on peut ainsi les voir jouer ensemble au Liban, en 1931. Anne, la petite dernière, est née trisomique. Sur la photo de droite, prise en 1933 sur la plage bretonne de Bénodet, elle joue sur les genoux de son père.



Bridgeman Images (x3)



*Cette enfant était aussi une grâce, elle m'a aidé à dépasser tous les échecs et tous les hommes, à voir plus haut»*

Correspondance de Charles de Gaulle, 1940.





Bridgeman Images (x3)



### **DE LA BOISSERIE À BEYROUTH**

A gauche, en 1935, Charles et Yvonne de Gaulle posent dans la cour de La Boisserie. Cette maison de campagne de Haute-Marne est devenue leur propriété l'année précédente. Ci-dessus, ils sont au Liban, en 1930. De Gaulle est alors affecté à Beyrouth, où il est chargé du renseignement militaire. Ci-contre, en 1919, les quatre frères de Gaulle : Charles, Xavier, Pierre et Jacques. Tous ont survécu à la Première Guerre mondiale.









Bridgeman Images



Interfoto / Alamy/Hémis.fr

### DANS L'ENTOURAGE DE PÉTAIN

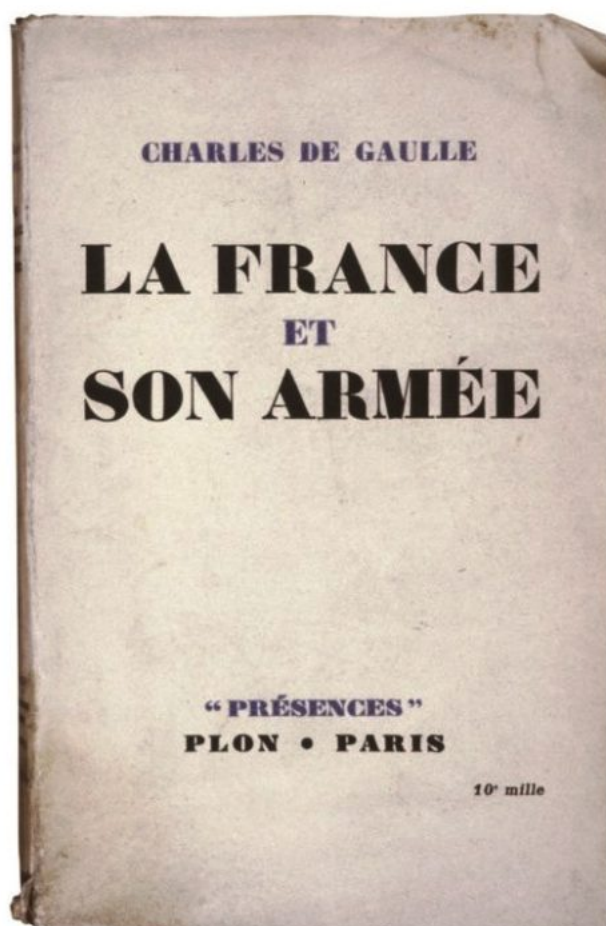
Ci-dessus, la croix de guerre remise à Pétain pour ses faits d'armes lors de la guerre du Rif (1924/1925). Ironie de l'histoire, de Gaulle, qui est alors détaché à l'état-major du héros de Verdun, voit son nom gravé sur cette médaille, à l'instar des officiers placés sous les ordres du Maréchal. En 1927, Pétain permet à son protégé de devenir conférencier à l'École de guerre. Cette même année, ils assistent à une cérémonie à Dinant en Belgique (à gauche). Au cours des années 1930, les deux hommes s'éloignent et passeront de l'admiration partagée au mépris réciproque.



*Nous n'avons rien à opposer à ces divisions blindées d'Hitler [...]*

### **UNE STRATÉGIE MILITAIRE FUSTIGÉE**

Alors colonel, de Gaulle présente son escadron de chars au dernier président de la Troisième République, Albert Lebrun, en octobre 1939. Dans l'entre-deux-guerres, de Gaulle prône la mise en place d'unités de blindés et le passage à une armée d'active. Il est convaincu de l'imminence d'une guerre. Pour promouvoir ses idées à contre-courant, il publie de sévères pamphlets sur l'état de décrépitude de la Défense française comme *Vers l'armée de métier* (1934) ou *La France et son armée* (1938).



Aurimages



Bridgeman Images

*Nous risquons d'être jetés à la mer* » De Gaulle sur la situation française en 1939, devant des parlementaires britanniques.



## DÉSEMPARÉ, IL ASSISTE À LA DÉBÂCLE

Le 7 juin 1940, *Le Matin* annonce l'entrée de De Gaulle au sein du cabinet de Paul Reynaud, en qualité de sous-secrétaire d'État à la Défense. L'officier tente alors de convaincre les autres ministres de poursuivre la lutte. Le gouvernement gagne Tours, puis Bordeaux. Le 16 juin, Reynaud démissionne et laisse le pouvoir à Pétain. De Gaulle s'envole pour Londres dès le lendemain matin.

## Le remaniement du ministère Paul Reynaud



**LA CHAMBRE SERAIT CONVOQUÉE LA SEMAINE PROCHAINE.**

*Le nouveau remaniement que vient de subir le cabinet Paul Reynaud, au seuil de la deuxième grande offensive allemande, a fait hier, dans son ensemble, l'objet de commentaires très favorables dans les milieux parlementaires.*

*Au cours de ces derniers jours, le président du conseil avait eu avec M. Henry Bérenger, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, un important entretien, suivi d'une conférence avec M. Daladier.*

*C'est à la suite de ces conversations que M. Paul Reynaud décida, dans la soirée de mercredi, la réunion d'un conseil de cabinet, au cours duquel il demanda à tous ses collaborateurs de mettre leur portefeuille à sa disposition, afin de lui permettre un nouveau remaniement de son cabinet.*

*M. Paul Reynaud concentre dans ses mains la présidence du conseil, la défense nationale et les affaires étrangères. Son intention, et celle de tous ses collaborateurs, sont de mener la guerre avec la plus grande énergie, et quelles que soient les difficultés du moment. Berlin*

Les nouveaux ministres. De haut en bas : MM. Bouthillier, Yvon Delbos, Jean Prouvost, Chichery, Pernot et le général de Gaulle.

(Nos 93.177, 2.323, 93.645, 66.075, 2.445, 93.315.)

Gallica/BNF

Interfoto / La Collection



## AUX ORDRES DE L'OCCUPANT

Le 24 octobre 1940, Pétain rencontre Hitler dans le train personnel du Führer, stationné dans la gare de Montoire (Loir-et-Cher). La Troisième République n'est plus. Le 10 juillet 1940, quelques jours après la signature de l'armistice, les parlementaires se sont réunis au casino de Vichy. A une écrasante majorité, ils ont confié les pleins pouvoirs au Maréchal, homme jugé providentiel, âgé de 84 ans.



17 JUIN 1940

LE JOUR OÙ...

# L'APPEL AUX FRANÇAIS FAILLIT NE PAS SE FAIRE

Alors que Pétain vient d'annoncer la demande d'armistice, de Gaulle négocie pour diffuser un message de résistance sur les ondes de la BBC. Mais le gouvernement britannique se méfie...



C'est dans ce micro que, le 18 juin 1940 à 18 heures, la voix du Général franchit la Manche pour s'adresser aux Français.

**N**ous sommes le 16 juin 1940. Les institutions françaises ont trouvé refuge à Bordeaux. La République agonise sous les yeux des diplomates du monde entier, abasourdis par l'effondrement du pays. En à peine un mois, l'armée française, l'une des plus puissantes de son temps, a été foudroyée par les offensives éclairs du Reich. L'heure est grave : de Gaulle, entré au gouvernement onze jours plus tôt, en tant que sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, est en mission à Londres. A l'ordre du jour, un projet de la dernière chance : une union franco-britannique permettant aux deux pays de fusionner dans un gouvernement unique, afin de poursuivre la bataille de France. Le soir même à 21 h 30, Jean Auburtin et le colonel Jacques Humbert, deux membres de son cabinet, attendent de Gaulle sur les pistes de l'aérodrome de Mérignac. A sa descente d'avion, il apprend que le président du Conseil Paul Reynaud vient de démissionner. Le maréchal Pétain, ardent partisan de l'armistice, va former le nouveau

Laurent Sully-Jaumes / RMN-GP

cabinet. De Gaulle ne figure pas parmi les «capitulards» comme le général Weygand, l'amiral Darlan, le vice-président du Conseil ou le radical-socialiste Camille Chautemps... qui veulent stopper les hostilités. De ce cartel de défaitistes qui parie sur l'effondrement de la Grande-Bretagne, de Gaulle sait qu'il n'a rien à attendre. Il déboule alors chez Reynaud qu'il trouve «comme soulagé d'un fardeau insupportable». Ce dernier promet toutefois de l'aider en lui faisant remettre la somme de 100 000 francs prélevée sur les fonds secrets.

Dimanche 17 juin 1940, vers 6 h 30 du matin. De Gaulle, qui a passé la nuit à Bordeaux, a demandé à son aide de camp, le lieutenant Geoffroy Chodron de Courcel, de venir le chercher en voiture à l'hôtel Normandie. Il a prévu de repartir pour Londres dans l'avion fourni par Winston Churchill. Le général Spears, envoyé spécial du Premier ministre britannique auprès du gouvernement français, est lui aussi du voyage. Avant de s'envoler, de Gaulle se rend une dernière fois au QG de l'état-major, rue Vital-Carles. Un député présent l'entend s'écrier : «La France doit poursuivre le combat !» Pendant ce temps-là, son chef de cabinet Jean Laurent file à la préfecture pour faire dactylographier un texte encore mystérieux : l'ébauche de l'appel à la continuation de la guerre que de Gaulle veut lancer au plus vite à la radio anglaise... mais qu'il doit d'abord soumettre à Churchill.

## Jean Monnet est convaincu que de Gaulle est un illuminé mystique

Pendant ce temps, Hitler, lui, se trouve en Belgique. Le Führer savoure son triomphe : par l'intermédiaire de l'Espagne franquiste, Pétain lui a demandé, dans la nuit, les conditions de l'armistice. Pour de Gaulle, la riposte doit être rapide. Son avion décolle vers 10 heures, puis fait escale à Jersey. C'est sans doute là qu'il apprend que Pétain s'est «adressé à l'adversaire». De sa voix tremblotante, le héros de Verdun a lancé à la radio : «C'est le cœur serré que je vous dis qu'il faut cesser le combat.» Après un vol agité, le Flamingo se pose vers 15 heures à Hendon, au nord-ouest de Londres.

Le temps de déposer ses deux valises, de Gaulle arrive au 10 Downing Street. Churchill prend le soleil dans le petit jardin. «L'accueil est chaleureux. Churchill s'avance vers lui les bras ouverts», raconte Jean-Louis Crémieux-Brilhac, ancien membre des Forces françaises libres dans *De Gaulle, la République et la France* ●●



Akg-images-ullstein bild

En mai 1940, le ministre des Affaires étrangères Lord Halifax se méfie de De Gaulle et plaide auprès de Churchill pour un compromis avec les nazis.





À Londres, un marin des Forces navales françaises libres (FNFL) et un aviateur des Forces aériennes françaises libres (FAFL) apposent une affiche de l'appel du 18 juin.

●●● libre (éd. Perrin, 2014). Le Général, lui, n'a qu'une idée en tête : prendre la parole au plus vite à la BBC. Churchill, qui connaît, comme de Gaulle, la teneur de l'allocution prononcée par Pétain, lui demande de patienter. «Soit pour gagner le temps de consulter le Cabinet, soit pour s'en débarrasser en attendant que la situation s'éclaircisse», note Julian Jackson dans son monumental *De Gaulle* (éd. du Seuil, 2019). L'historien britannique précise : «Quelles que soient les promesses faites par Churchill, le gouvernement britannique garde espoir de travailler avec Pétain, et non contre lui. Le pire cauchemar des Britanniques est que la flotte française tombe aux mains des Allemands.»

Au soir de ce 17 juin, de Gaulle et Courcel dînent chez Jean Monnet. A l'épouse de ce financier international, agent d'influence au service de la France, qui l'interroge sur sa présence à Londres, de Gaulle rétorque : «Je suis ici pour sauver l'honneur de la France !» Au cours de la soirée, de Gaulle évoque vraisemblablement le contenu de son appel. Peut-être même teste-t-il sa formule choc : «Pétain est sur la voie de la trahison.» Monnet est consterné. Le futur père de l'Europe est «convaincu que de Gaulle est un illuminé mystique ou un aventurier ambitieux», souligne Jackson. Les Anglais

sont aussi déterminés à poursuivre le combat. Ce même soir, à la BBC, Churchill rugit : «*We shall never surrender!*» («Nous ne devons jamais nous rendre !»)

A Londres, au matin du 18 juin, de Gaulle peaufine son texte. Il y ajoute deux phrases en introduction, sans doute fortement suggérées par Churchill, et destinées à ne pas précipiter la rupture avec Pétain : «Le gouvernement français a demandé à l'ennemi à quelles conditions honorables un cessez-le-feu était possible. Il a déclaré que, si ces conditions étaient contraires à l'honneur, la dignité et l'indépendance de la France, la lutte devait continuer.» A 12 h 30, le cabinet de guerre se réunit. Churchill, qui doit parler aux Communes, charge Neville Chamberlain, partisan de l'apaisement avec Hitler, de présider la réunion. Faut-il autoriser de Gaulle à s'exprimer ? Le ministre de l'Information, Duff Cooper, très hostile à l'Allemagne nazie, dévoile à ses collègues le texte. Le ministre des Affaires étrangères Edward Wood, comte d'Halifax, partisan de la paix à tout prix, quitte à s'allier au pire, s'oppose à sa diffusion «aussi longtemps que l'on peut espérer que le gouvernement de Bordeaux agira conformément aux intérêts de l'alliance». Lorsque la réunion se termine, Cooper retrouve de Gaulle et Spears. Le trio part déjeuner. De Gaulle regagne ensuite son appartement. Il grille cigarette sur cigarette. Peut-être édulcore-t-il encore son texte. Pendant ce temps, Spears retrouve Churchill qui le charge d'obtenir le consentement de chacun des réfractaires. Desmond Morton, l'éminence grise de Churchill et Robert Vansittart, ex-sous secrétaire permanent du Foreign Office se rallient. Chamberlain aussi. Même Halifax, qui entretient pourtant secrètement des contacts avec l'Allemagne, se ravise. Il lâche : «Dans la confusion qui règne à Bordeaux, ça ne peut pas faire beaucoup de mal.» Le War Cabinet est désormais unanime. De Gaulle peut rejoindre la BBC et enregistrer son appel dont la première diffusion a lieu à 22 heures.

Le lendemain, plusieurs journaux du sud de la France en publient des extraits. A Bordeaux, *La Petite Gironde* du 20 juin 1940 reproduit le communiqué du ministère de l'Intérieur : «Le général de Gaulle qui a pris la parole à la radio de Londres n'a aucune qualité pour faire des communications au public. Ses déclarations doivent être regardées comme non avenues.»

De Gaulle n'est plus le rebelle inconnu du 17 juin. Il est déjà l'homme du 18-Juin. ■

JEAN-JACQUES ALLEVI

# “ Les Anglo-Saxons se sont toujours méfiés de lui ”

**JULIAN JACKSON**

**Au fil de la Seconde Guerre mondiale, et jusqu'en 1944, les relations entre le général de Gaulle et Winston Churchill se dégradent jusqu'à aboutir à une franche hostilité. Pourquoi ?**

Au départ, Churchill n'avait pas compris les objectifs de De Gaulle. Il pensait qu'il pourrait le manipuler ou du moins qu'il serait à sa disposition. En outre, après l'entrée en guerre des Etats-Unis, l'Angleterre est devenue de plus en plus dépendante de la politique américaine. Churchill est alors devenu de plus en plus antigaulliste.

**Comment expliquer que le président Roosevelt exige de Churchill que de Gaulle soit tenu à l'écart des préparatifs du débarquement en Afrique du Nord, puis de celui en Normandie ?**

Jusqu'au débarquement de novembre 1942, Roosevelt pense possible d'attirer Vichy dans le camp allié. Dans cette logique, il veut mettre de Gaulle à l'écart. Mais après 1942, sa position est inexplicable car Vichy est hors-jeu. [Il n'y a alors plus de zone non occupée.] Au moment du débarquement de 1944, presque tous les conseillers de Roosevelt trouvent sa politique absurde et irrationnelle. Le président américain qui avait subi l'influence antigaulliste de beaucoup d'exilés français ne comprenait pas de Gaulle. Il le voyait comme un fasciste, ce qui peut aujourd'hui surprendre, ou comme un communiste !

**Comment de Gaulle considérait-il la Grande-Bretagne ?**

Il y a deux choses chez de Gaulle : le souvenir historique de l'ennemi héréditaire et l'admiration. On sous-estime le respect que de Gaulle portait aux institutions britanniques.

Il y a presque de l'envie chez lui pour cette monarchie constitutionnelle qui fonctionne avec tant de stabilité. Mais il ne comprenait pas comment ce grand pays se laissait mettre à la remorque des États-Unis.

**Est-ce pour cela que, une fois président de la République, de Gaulle a refusé que la Grande-Bretagne entre dans le Marché commun, redoutant qu'elle soit une espèce de cheval de Troie des Etats-Unis ?**

Oui, mais il faut ajouter un autre élément. De Gaulle voyait dans la Grande-Bretagne un concurrent. Car, dans sa vision, l'Europe était avant tout fondée sur une relation forte entre la France et l'Allemagne. Et dans ce couple, la France était en position de force car l'Allemagne n'avait pas l'arme nucléaire. L'entrée de la Grande-Bretagne risquait de bousculer cet équilibre.

**Peut-on parler d'un antiaméricanisme gaulle ?**

On le dit souvent, mais je me méfie de ce mot. De Gaulle était un nationaliste existentialiste et non un nationaliste essentialiste. Il était fasciné par la modernité et il avait compris que pour être grand, il fallait être moderne. S'il se méfiait de l'Amérique, c'était en tant que pays concurrent. Dans les années 1960, la plus grande puissance était celle des Etats-Unis, et donc, pour exister, de Gaulle a décidé de combattre l'hégémonie de l'empire américain.

**Comment les Américains ont-ils ressenti sa décision de quitter le commandement militaire de l'OTAN ?**

Le départ de l'OTAN en 1966 n'a pas été une surprise pour Washington. Mais sa volonté de s'émanciper du dollar ou ses attaques contre la poli-



Bénédicte Roscot / Editions du Seuil

Julian Jackson enseigne l'histoire à la Queen Mary University de Londres. En 2019, il a publié *De Gaulle. Une certaine idée de la France*, aux éditions du Seuil, salué par la presse.

tique américaine au Vietnam ont exaspéré les Etats-Unis au plus haut point, et le mot est faible ! A partir de 1965, de Gaulle est considéré comme le diable.

**Quand les relations avec les Etats-Unis se sont-elles apaisées ?**

Avec l'arrivée de Richard Nixon à la Maison-Blanche en 1968. Il n'y a pas eu exactement de rapprochement, mais Nixon avait une très grande admiration pour de Gaulle. Lors de leur rencontre en mai 1969, Nixon est presque là comme un élève écoutant la sagesse du maître. Le ton devient alors moins aigre.

**Côté britannique, comment est vécu le départ de Gaulle en 1969 ?**

Avec soulagement : la Grande-Bretagne attendait ce moment avec impatience car la stratégie des dirigeants de l'époque était d'entrer dans le Marché commun.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
JEAN-JACQUES ALLEVI

# LE CHEF DE LA FRANCE LIBRE

1940-1944

Un homme providentiel ? Ou un illuminé ? Au début de la guerre, de Gaulle ne s'impose pas immédiatement comme l'incarnation de la Résistance. Churchill s'en méfie. Quant à Roosevelt, il ne veut pas entendre parler de celui qui n'est général que depuis trois mois. En septembre 1940, l'épisode malheureux de Dakar, qui voit s'affronter des Français contre des Français, s'achève dans

le désastre et l'isole un peu plus. Mais, patiemment, de Gaulle va reprendre espoir et s'imposer comme l'interlocuteur légitime des Alliés. En créant le Comité national français en 1941, structure d'un gouvernement en exil. En coordonnant, en 1943, la résistance intérieure, éparpillée en différents courants. En défendant jusqu'au bout les intérêts de la France face aux Anglo-Saxons ou aux Soviétiques qui tenteront de le marginaliser. Avec toujours ce même mot d'ordre : résister. À l'été 1944, après les débarquements de Normandie et de Provence, aucun doute n'est plus possible : de Gaulle est la France.



Robert Capa © International Center of Photography / Magnum Photos

Le 11 novembre 1943, le Général en exil commémore depuis Londres le souvenir de la victoire de 1918.





Coll. O. Calonge / adoc-photos



*J'éprouvais les impressions  
d'un homme dont un séisme  
secoue brutalement la maison  
et qui reçoit sur la tête la pluie  
des tuiles tombant du toit»*

Charles de Gaulle au sujet de «l'opération de Dakar»  
dans *Mémoires de guerre*.



Mondadori via Getty Images

### **DAKAR, UN TERRIBLE ET SANGLANT FIASCO**

En août 1940, Churchill et de Gaulle montent une opération pour reprendre le Sénégal. Ils envoient une vingtaine de navires face au port de Dakar afin d'obtenir, sans engager le combat, le ralliement du gouverneur vichyste. Moins pacifiste qu'espéré, ce dernier fait pilonner la flotte anglaise, qui réplique immédiatement. Ci-contre, le *Montcalm*, un croiseur de «l'État français», est touché. Les tracts largués par les aviateurs gaullistes (ci-dessus) restent lettre morte. Devant ce désastre, de Gaulle envisage de tout arrêter. Il songe même au suicide.

“

*A quarante-neuf ans,  
j'entrais dans l'aventure,  
comme un homme  
que le destin jetait hors  
de toutes les séries»*

Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*.

De Gaulle, en 1941, dans le clair-obscur de son bureau londonien du 4, Carlton Gardens.



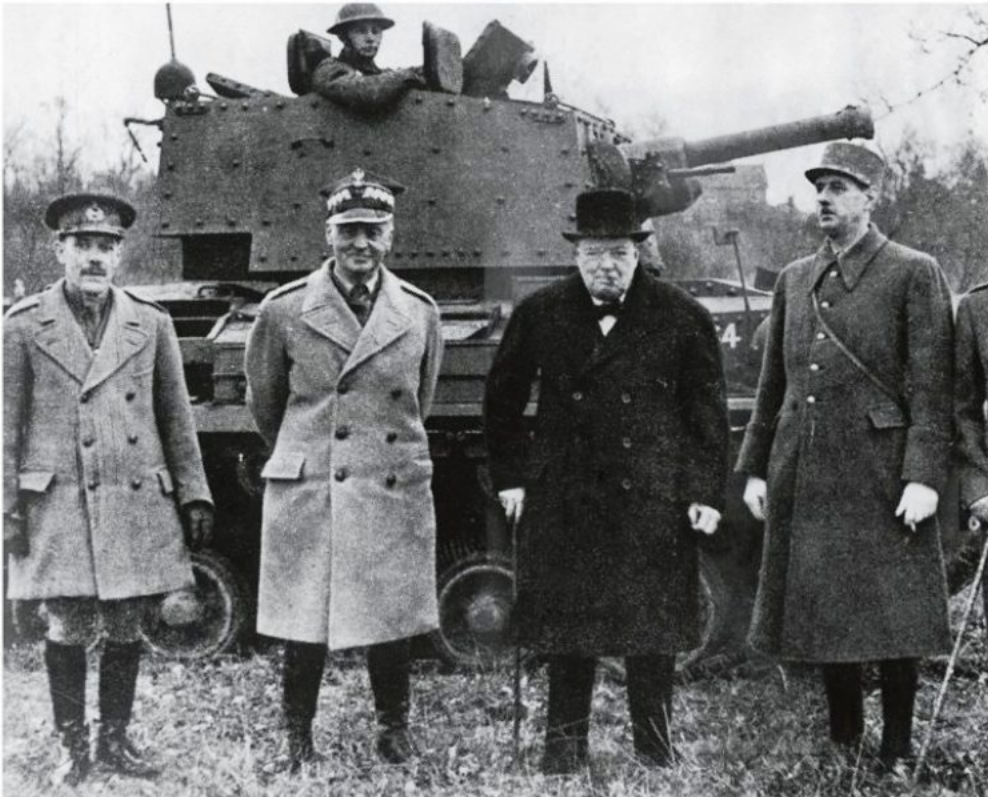








Fremantle / Alamy / Hémis.fr



Ullstein Bild/Roger-Viollet

### LONDRES, CAPITALE DE LA FRANCE LIBRE

Au cours de son exil, de Gaulle va structurer peu à peu son organisation. Sur les photos ci-dessus, prises en 1941, il réunit le Comité national français, qui se veut l'équivalent du gouvernement, et inspecte des unités de blindés britanniques avec Churchill.

A droite, la même année, il est aux côtés de la reine Elizabeth en marge de la visite d'un hôpital militaire. Par ailleurs, le Général continue de s'exprimer régulièrement à la radio. A l'instar des cinq marins de la page de gauche, les Français de Londres l'écoutent avec confiance et ferveur.



AFP



*Soyons fermes, purs et fidèles ;  
au bout de nos peines, il y a la plus  
grande gloire du monde, celle  
des hommes qui n'ont pas cédé»*

Charles de Gaulle, discours du 14 juillet 1943.

### **LA SOMBRE ÉPOPÉE DU SURCOUF**

En 1940, de Gaulle descend la passerelle du *Surcouf*, un sous-marin qui a rallié dès 1940 les forces navales libres. L'amiral Émile Muselier le seconde. Ils quittent ce bâtiment qui est un fleuron de la Marine. Par son tonnage, c'est alors le plus grand sous-marin du monde (110 m de long). Le *Surcouf* a toutefois les défauts de ses qualités. Ses dimensions titanesques rendent son utilisation délicate. Preuve en est, le 18 février 1942, il disparaîtra dans les abysses de la mer des Antilles. D'après les conclusions de l'enquête, il serait rentré en collision avec un cargo américain.





IWM / Aurimages



*Premiers tampons de la France Libre.*





Fremantle / Alamy / Hémis.fr

### **DERRIÈRE LUI, L'EMBRYON D'UNE PREMIÈRE ARMÉE**

Ci-dessus, le 14 juillet 1942 à Londres, le Général passe en revue les commandos des forces navales françaises libres.

Au cours du conflit, de plus en plus d'hommes (et de femmes) rejoignent de Gaulle. Dans un rapport du 3 mai 1943, les Britanniques évaluent les effectifs de la France libre à environ 80 000 soldats. Trente nationalités y sont présentes.

A gauche, la croix de Lorraine, qui figure déjà sur les premiers tampons de la France libre. Ce symbole fut choisi par de Gaulle le 1<sup>er</sup> juillet 1940, sur proposition de l'amiral Muselier, lui-même lorrain.

**EN SYRIE, IL DÉFEND LES INTÉRÊTS FRANÇAIS**

Le 16 août 1942, de Gaulle atterrit à Damas, accompagné du général Catroux (à droite), qu'il a nommé haut-commissaire au Levant. Ici se joue une guerre feutrée avec les Alliés, qui ont libéré la région de l'administration de Vichy. Le Général tient à ne pas se laisser déposséder par les Britanniques et à conserver la Syrie et le Liban, sous mandat français depuis 1920. Cette mission de cinq semaines sera un grand succès, démontrant que le gouvernement de la France libre a repris la main au Moyen-Orient.





Collection Barbey / Magnum Photos







### LE 18 JUIN, DÉJÀ UN SYMBOLE

En 1942, à l'occasion des deux ans de l'appel du 18 juin, de Gaulle prononce un discours au Royal Albert Hall, à Londres, face aux Français de Grande-Bretagne. Alors que l'Allemagne s'embourbe sur le front de l'Est, renaît l'espoir d'une victoire contre les nazis et les vichystes : « Nous n'avons jamais admis que la France fût sortie de la guerre. Pour nous, la défaite dans la bataille de 1940, le soi-disant armistice (...), l'abdication dans la panique et sous la menace, au profit d'un pouvoir personnel ne sont que des péripéties effroyables certes, mais passagères. »

Adoc-photos





*Giraud a mis longtemps à  
comprendre que le cercle est  
la plus longue distance à parcourir  
pour arriver au même point»*

Charles de Gaulle

#### **UN FAUTEUIL POUR DEUX**

Poignée de mains glaciale entre Henri Giraud et Charles de Gaulle, à la conférence de Casablanca, (14 au 24 janvier 1943), qui doit définir la stratégie des Alliés. En coulisses, Washington cherche à imposer, avec le soutien de Londres, le général Giraud, qui a sous ses ordres l'armée d'Afrique, contre de Gaulle (que Roosevelt qualifie de «dingue»). Un compromis est trouvé : les deux officiers uniront les forces françaises au sein du Comité français de libération nationale (CFLN)... où Giraud sera peu à peu marginalisé.



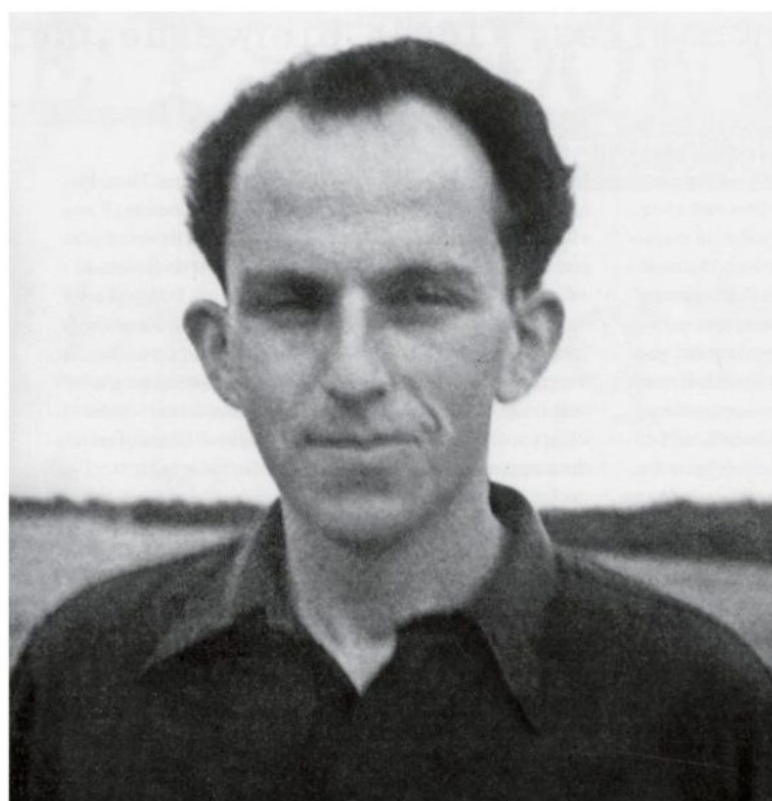
AKG-Images



AGIP / Bridgeman Images



Rene Saint Paul / Rue des Archives



Rue des Archives/PVDE

### L'ARMÉE DES OMBRES

Fondé en 1943, le Conseil national de la Résistance, délégué par de Gaulle à Jean Moulin (en haut à g.), doit rassembler tous les courants de la lutte. Nièce du Général, Geneviève de Gaulle-Anthonioz (à dr.) appartient au réseau du musée de l'Homme. Le communiste Henri Rol-Tanguy (en bas à g.), prépare la libération de la capitale. Raymond Aubrac (à dr.) participe, dans la région lyonnaise, à la création du réseau Libération-Sud. Tous sont des compagnons de la Libération, distinction créée par de Gaulle en 1940.

# NOUS VOULONS

Que tout ce qui appartient à la Nation Française revienne en sa possession.

Que le Peuple Français soit seul maître chez lui.

Que toutes nos libertés intérieures nous soient rendues.

Que tout ce qui porte atteinte aux droits, aux intérêts, à l'honneur de la Nation soit châtié et aboli.

Que l'idéal séculaire de Liberté-Egalité-Fraternité soit mis en pratique.

Que cette guerre ait pour conséquence une organisation du monde établissant la solidarité et l'aide mutuelle des nations.

Qu' une fois l'ennemi chassé du territoire, tous les hommes et toutes les femmes de chez nous élisent l'Assemblée Nationale qui décidera souverainement des destinées du pays.

*Extraits d'une déclaration du Général de Gaulle et des mouvements de résistance parue dans les journaux clandestins :*

Combat  
Franc-tireur  
Libération  
Le Populaire  
La Voix du Nord

(juin-juillet 1942)



Les Mouvements de Résistance.



### LE BAL DE LA LIBERTÉ

À Cherbourg, pour la première fois depuis quatre ans, la fête nationale est célébrée entre Français, aux côtés des Américains. Le 14 juillet 1944, trois semaines après la libération de ce port à l'importance stratégique capitale, on débaptise la place du Maréchal-Pétain pour y apposer le nom du Général-de-Gaulle. Le débarquement des Alliés sur les plages de Normandie le 6 juin a redonné espoir aux résistants, même si les combats font encore rage dans le Calvados, et notamment à Caen, où les troupes américaines piétinent. Paris est encore loin.



Keystone - France / Gamma-Keystone via Getty Images



# LA CAPITALE ATTENDAIT SON SAUVEUR

La libération de Paris fut autant une bataille militaire qu'une joute politique. Elle vit s'affronter gaullistes et communistes, vichystes et résistants, nazis et forces alliées... Retour sur ces heures historiques.

**L'**image est devenue iconique. Celle du général et de son entourage descendant les Champs-Élysées jusqu'à Notre-Dame, au cœur d'un Paris libéré. Dans ses *Mémoires de guerre*, De Gaulle résumera la journée du 26 août 1944 ainsi : «Il se passe en ce moment un de ces miracles de la conscience nationale, un de ces gestes de la France qui, parfois au long des siècles, viennent illuminer notre Histoire.»

Le libérateur a rendez-vous avec son peuple. La communion est totale. L'image est belle. Peut-être un peu trop ? Car la libération de Paris, qui fut autant une bataille politique qu'une guérilla urbaine, demeure un épisode ambigu. Dans l'imaginaire, la figure du grand triomphateur a tendance à occulter le rôle décisif d'Eisenhower et des troupes américaines, tout comme la guerre d'influence qui se jouait alors entre gaullistes et communistes. A y regarder de plus près, ce 26 août est moins le jour de gloire du général et de la Résistance que celui des Parisiens eux-mêmes, qui avaient œuvré depuis des mois à la libération de la capitale, considérée par les Alliés comme un enjeu stratégique mineur.

Il s'en est fallu d'ailleurs peu pour que Paris rate le train de l'Histoire. «La ville n'avait plus aucune signification tactique. En dépit de sa gloire historique, Paris ne représentait qu'une tache d'encre sur nos cartes ; il fallait l'éviter dans notre marche vers le Rhin», raconte ainsi Omar Bradley dans ses mémoires. Au cœur de l'été 1944, l'avis de ce général américain est partagé par l'ensemble du commandement allié pour qui la progression depuis la Normandie vers le front de l'Est demeure la priorité absolue. Mais pour de Gaulle, Paris vaut bien une bataille... Le chef de la France libre a compris que la force du symbole dépasse de très loin l'enjeu militaire. Non seulement la capitale doit être prise, mais elle doit l'être par des troupes françaises ! De Gaulle s'en est soucié dès 1943, désignant le général Leclerc, chef de la 2<sup>e</sup> division blindée, pour libérer la ville. Il a aussi fait nommer les préfets de police et de la Seine par le gouvernement provisoire d'Alger, et a chargé Alexandre Parodi de le représenter à Paris afin d'y préparer l'arrivée du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Reste encore, après le Débarquement, à convaincre les Alliés d'envoyer une division française. Récit d'un été brûlant. ●●●

Le 26 août 1944, le général de Gaulle traverse la place de la Concorde après avoir descendu les Champs-Élysées sous les acclamations de milliers de Parisiens.





Keystone-France / Gamma-Rapho

## LE GÉNÉRAL REDOUTE UNE PRISE DE POUVOIR PAR LES RÉSISTANTS COMMUNISTES

### 14 JUILLET À L'ÉTOILE, ON ENTEND LA MARSEILLAISE

Aujourd'hui : pas de viande. Pas d'œufs. Pas de chocolat. N'attendez pas inutilement.» En ce mois de juillet caniculaire, les devantures des épiceries en disent long sur le calvaire subi par les 4 millions de Parisiens. Le Débarquement allié a beau monopoliser les conversations, dans toutes les têtes, il n'y a qu'une seule obsession : survivre. La désorganisation générale de l'économie et des transports, tout comme les prélèvements de plus en plus lourds opérés par les Allemands se ressentent au quotidien. Depuis quelques semaines, les rations officielles tombent à des niveaux de disette, tandis que le marché noir prospère plus que jamais. Le pain, dont le prix est officiellement fixé à 3,75 francs le kilo, s'échange sous le manteau entre 20 et 35 francs. Pour mettre la main sur un œuf, il faut compter 20 francs, soit le prix d'un solide repas au restaurant avant la guerre. Il n'y a pas que les denrées alimentaires qui sont touchées. L'essence a pratiquement disparu, et seuls les services d'urgence (pompiers, police...) sont autorisés à brûler les quelques litres restants. Alors on roule à vélo, ou l'on court

après le métro (seulement quatre rames par heure à l'été 1944) afin de rejoindre son travail. Quand on en a encore un emploi... Faute de matières premières, de nombreuses usines sont contraintes de fermer, mettant au chômage des milliers de travailleurs, à l'image des 6 000 ouvriers de l'usine Renault à Boulogne-Billancourt.

Exaspérés, épuisés, sous-alimentés... En ce mois de juillet, les Parisiens semblent à bout. Une colère sourde s'installe dans les rues presque désertes de la capitale qui s'apprête à célébrer tristement, et pour la quatrième année consécutive, sa fête nationale sous le joug allemand. A mesure que le 14 juillet approche, Joseph Darnand s'inquiète de cette drôle d'atmosphère. En accord avec les autorités allemandes, le responsable de la Milice, promu un mois plus tôt secrétaire d'Etat à l'Intérieur, donne l'ordre d'interdire toute cérémonie et de renforcer les forces de police pour prévenir les manifestations. Mais le mouvement est déjà en marche : dirigé par André Tolle (responsable de la CGT parisienne entrée en clandestinité) et de Jean de Vogüé (chef du mouvement Ceux de la Résistance), le Comité parisien de la Libération, chargé de coordonner depuis 1943 les organisations de la Résistance dans la ville, distribue des tracts, incite les Parisiens à ne pas se laisser gagner par la passivité et à défilé contre l'Occupant. Un travail de terrain qui va s'avérer payant : malgré la présence encore visible des

forces allemandes et les avis d'interdiction, plus de 100 000 Parisiens descendent le 14 juillet sur les Champs-Élysées, mais aussi à Belleville, rue de la Convention ou sur la place Maubert. On défile, on s'embrasse, on se drapè des couleurs nationales. Et l'impensable se produit : *La Marseillaise*, l'hymne honni de la République, renvoyé aux oubliettes de l'Histoire par Vichy, est entonné par une foule galvanisée.

La fin de la journée se déroule sans trop de heurts. Des cheminots sont bien arrêtés, mais on ne compte ni représailles du côté des Allemands, ni véritables coups de force de la part de la Résistance. L'insurrection n'est pas encore pour aujourd'hui. Mais l'étincelle symbolique de ce «14 juillet de combat», approuvé du bout des lèvres par Londres (qui craignait un bain de sang), résonne déjà comme la promesse d'un soulèvement.

### 16 AOÛT LA POLICE CHANGE DE CAMP

Durant des manifestations du 14 juillet, la mollesse de la répression policière ne passe pas inaperçue chez les résistants, et en particulier auprès du colonel Henri Tanguy, dit Rol-Tanguy. Militant communiste, il est entré dans la clandestinité dès octobre 1940. Nommé le 1<sup>er</sup> juin 1944 chef de la section francilienne des Forces françaises de l'intérieur (FFI), il travaille depuis des mois aux côtés du Comité parisien de la Libération afin de libérer la capitale. Pour lui, pas de doute, le fruit est mûr : les manœuvres pathétiques de Laval et de Pétain pour constituer un nouveau gouvernement, la percée attendue des Alliés vers la Seine, le délitement de l'administration et la fuite des vichystes (le journal collaborationniste *Je suis partout* est même surnommé «*Je suis parti*»)... sont autant de signaux qui lui assurent que la situation parisienne est plus favorable que jamais à une insurrection. Mais l'enthousiasme général est tempéré par Jacques Delmas, dit Chaban-Delmas, qui joue alors le rôle d'intermédiaire entre les Alliés et de Gaulle d'un côté, et les FFI de l'autre. Le général de 28 ans, comme beaucoup de gaullistes, redoute de voir la Résistance parisienne contrôlée par les communistes (qui composent la majorité de l'état-major des FFI franciliens). Il a sur-



Serge De Sazo/Gamma-Rapho

Des combattants des Forces françaises de l'intérieur sillonnent les rues sur une automobile en août 1944. En Ile-de-France, les FFI sont dirigés par le colonel Rol-Tanguy depuis son poste de commandement situé à 20 m de profondeur sous la place Denfert-Rochereau.

tout compris, que sans une aide de l'armée, l'insurrection serait vouée à l'échec. Mais comment freiner une colère qui s'intensifie de jour en jour ? Comment éviter que la révolte ne soit réprimée dans le sang ? Chaban part en catastrophe pour l'Angleterre afin de rendre compte au commandement allié de la situation explosive.

Durant six jours, il plaide inlassablement en faveur d'une intervention rapide sur Paris des armées qui ont débarqué en Normandie. Sans succès... Pour les Alliés, la capitale n'est pas un enjeu primordial, et sa prise passe après la bataille de Normandie qui fait encore rage. Après que son supérieur, le général Koenig, lui eut ordonné de «freiner au maximum l'insurrection», Chaban est acheminé vers Saint-Lô par l'US Air Force. Puis, coûte que coûte, faisant même une partie du chemin à vélo, il rejoint finalement Paris le 16 août.

Mais il est déjà bien tard pour calmer la fièvre qui s'est emparée de la ville : depuis le 10 août, les Francs-tireurs et partisans (FTP) – un mouvement intégré aux FFI – ont déjà commencé à placarder dans toute la capitale un appel intitulé «En avant pour la bataille de Paris». En réponse, des grèves ont été votées, d'abord par les cheminots, puis par les employés de métro, les postiers, les métallurgistes... Le 17 août, mis à part le téléphone dont les centraux restent fermement aux mains des Allemands, plus aucun service public n'est assuré. Mais surtout, les résistants ont reçu entre-temps un soutien de taille, la police, qui, elle aussi, se joint à la grève. Curieux spectacle que de voir, côte à côte, la police parisienne et ceux qu'elle a si durement réprimés durant quatre ans. Cette même police qui organisait encore le 31 juillet une rafle de 500 juifs dans la capitale... Mais l'heure n'est pas aux états d'âme, encore moins aux règlements de compte. On songe avant tout à la réserve d'armes automatiques des forces de l'ordre, qui sera cruciale face aux mitrailleuses allemandes. Le 18 août, malgré les avertissements de Koenig et l'absence des troupes alliées, Rol-Tanguy lance, au nom des FFI, l'appel à l'insurrection depuis son PC souterrain près de la place Denfert-Rochereau. Le gaulliste Alexandre Parodi, bien que réticent, ne s'y oppose pas, au nom de l'unité de la Résistance et pour ne pas se couper d'un mouvement populaire. La bataille de Paris aura bien lieu.

## 19 AOÛT LES SS SE VENGEANT À VINCENNES

L'offensive commence par un symbole fort : à 8 heures, plus de 2 000 policiers parisiens en civil, passés à la Résistance, investissent sans violence la préfecture de police, sur l'île de la Cité. Sur l'injonction de Rol-Tanguy, arrivé sur les lieux, tous revêtent le brassard des FFI. Le drapeau tricolore est hissé sur l'édifice. En parallèle, dans la ville, les FFI entrent en action. Plusieurs mairies d'arrondissement et autres lieux stratégiques (la poste centrale, l'usine à gaz de la Villette...) sont pris dans la journée.

La réaction allemande n'est pas immédiate. Depuis le début du mois d'août, les soldats du Reich évacuent la capitale. Seuls 6 000 d'entre eux (et 11 000 en banlieue) y sont encore, positionnés autour d'une douzaine de points névralgiques : la Kommandantur, près de l'Opéra, les Tuileries, les Invalides, l'Ecole militaire, l'hôtel Meurice, rue de Rivoli, QG du nouveau gouverneur militaire de Paris, le général von Choltitz... Ce dernier a été nommé par Hitler quinze jours auparavant. Ancien commandant du 84<sup>e</sup> corps d'armée durant la bataille de Normandie, von Choltitz ●●●

●●● cherche surtout à protéger ses positions et à contrôler les grands axes qu'empruntent les unités fuyant la Normandie. Pour autant, il a aussi l'ordre de défendre la capitale. Aussi, le 19 août, à la mi-journée, il lance la contre-attaque. Des chars allemands tirent sur la préfecture, mais se retirent vite, harcelés par des FFI armés de cocktails Molotov. Dans l'après-midi, les combats localisés se multiplient.

Les hommes du général de Gaulle, Parodi et Chaban-Delmas en tête, sont pris de court par une insurrection dont ils doivent reprendre le contrôle pour ne pas laisser les manettes aux communistes et pour éviter un bain de sang – car, même réduites, les forces allemandes ont les moyens d'écraser les FFI. Il faut temporiser jusqu'à

buste de Pétain retiré. Les premières barricades apparaissent au carrefour des boulevards Saint-Germain et Saint-Michel. Elles prolifèrent les jours suivants, jusqu'à atteindre le nombre de 600, même si leur rôle reste plus symbolique que réellement stratégique. Pour les bâtir, on trouve des conseils dans... les journaux de la Résistance (*Le Soir, Libération, Combat...*), qui sortent au grand jour dès le 21, après s'être installés dans les locaux des journaux collaborationnistes sabordés le 18. «La victoire de Paris est en marche», proclame en une, dès le 21 août, *Le Parisien Libéré*, tandis que *L'Humanité* se fendra trois jours plus tard d'un «A chacun son Boche!».

Dans la ville, malgré des affrontements sporadiques et meurtriers, la vie civile continue et certains quartiers restent calmes. Des badauds vont voir les barricades comme on va au spectacle. Mais la violence et le chaos rôdent aussi en périphérie de la ville : des unités allemandes en retraite de Normandie, et qui ne sont pas sous l'autorité de von Choltitz, commettent plusieurs massacres. A Vincennes, 26 personnes meurent sous les balles de soldats de la tristement célèbre division SS Das Reich, qui s'était rendue responsable quelques semaines plus tôt du carnage d'Oradour-sur-Glâne.



Heritage-Images / Art Media / alg-images

Le 25 août 1945, des gendarmes, soldats et résistants escortent des prisonniers allemands devant la foule, place de l'Opéra. A Paris, les pertes du Reich seront de 3 200 tués et 12 800 prisonniers.

l'arrivée des Alliés et de de Gaulle. La solution vient du consul de Suède, Raoul Nordling. Jouant les intermédiaires entre Allemands et résistants, il a déjà aidé, quelques jours auparavant, à la libération de plus de 2 000 prisonniers politiques. Dans l'après-midi du 19, le diplomate est sollicité par les gaullistes pour négocier une trêve avec von Choltitz. Elle est obtenue dans la soirée, puis prolongée les jours suivants. Problème : une grande partie des résistants refuse de baisser les armes. «Tant que les Allemands restent à Paris, le devoir est de les combattre», lance, bravache, Rol-Tanguy.

Les 20 et 21 août, les mots d'ordre contradictoires se succèdent, la confusion s'installe. Malgré la trêve, la guérilla urbaine continue : 5 000 FFI armés attaquent les bastions des Allemands, qui répliquent par des raids de tanks et d'automitrailleuses. Le 20 au matin, l'Hôtel de Ville est pris, le

## 22 AOÛT

DEPUIS UN AN, LECLERC NE PENSAIT QU'À ÇA

La situation des insurgés parisiens est fragile : seule l'intervention d'unités alliées venues de Normandie permettrait de donner une issue positive à l'insurrection. Dès le 19 août, Chaban-Delmas presse de nouveau le général Koenig, commandant en chef des FFI à Londres, de demander aux Alliés «l'occupation rapide de Paris», agitant le spectre d'un «nouveau Varsovie» (au même moment, dans la ville polonaise, l'insurrection qui a commencé le 1<sup>er</sup> août est sauvagement matée par les Allemands). Il n'est plus le seul à s'en inquiéter. Rol-Tanguy a lui aussi compris qu'un coup de force populaire n'aurait aucune chance d'aboutir seul. Un homme peut faire basculer la situation : de Gaulle. Le 20 août, le chef de la France libre, arrivé d'Alger, rencontre près de Saint-Lô le général Eisenhower, grand chef des forces alliées en Europe. Celui-ci lui expose son

intention de contourner Paris pour filer vers l'Allemagne ; de Gaulle réplique en demandant l'envoi de troupes pour libérer la capitale, comme convenu entre les deux hommes, fin 1943. Le 22, Eisenhower reçoit une nouvelle demande insistante de de Gaulle, sous la forme d'un courrier, qui insiste sur la faiblesse des Allemands à Paris, la pénurie alimentaire et la menace d'une «situation de désordre» qui générerait la progression alliée. Le risque d'une prise de pouvoir des communistes fait aussi partie, en filigrane, de ses arguments. Eisenhower cède : dans l'après-midi du 22, il ordonne au général Bradley, principal chef de l'US Army sur le front ouest, de lancer deux unités sur Paris, la 4<sup>e</sup> division d'infanterie américaine et, surtout, la 2<sup>e</sup> division blindée française dirigée par le général Leclerc.

Pour ce dernier, l'heure est enfin venue, une heure qu'il attend depuis plus d'un an : sa division de choc, forte de 15 000 hommes, avait précisément été créée en Afrique, en 1943, dans le but, le moment venu, de libérer Paris et d'y ouvrir la route à de Gaulle. Arrivée en Normandie le 1<sup>er</sup> août 1944 comme seule division française engagée dans le Débarquement, elle a d'abord participé, sous commandement allié, aux combats de Normandie. Mais Leclerc, gaulliste de la première heure, n'a pas oublié son objectif principal : prendre la capitale. En attendant l'ordre qui ne venait pas, il a rongé son frein... Dès le 21 août, il a même envoyé un détachement léger en reconnaissance au sud-ouest de Paris, sans le consentement de sa hiérarchie américaine ! Le 22, à 18 heures, le général Bradley lui transmet enfin l'ordre d'Eisenhower de foncer sur la capitale. Le lendemain, à 6 heures, les 4 000 véhicules et 200 chars Sherman portant l'insigne de la 2<sup>e</sup> DB (une croix de Lorraine sur une carte de France) se mettent en branle. Paris est à 200 kilomètres, et il faut faire vite.

## 24 AOÛT

«TENEZ BON !» DIT UN MESSAGE LARGUÉ DU CIEL

Dès le 23, le cheminement de la division Leclerc prend des airs de défilé victorieux. La colonne est accueillie dans les villes et villages qu'elle traverse par une foule en joie – de même d'ailleurs que la 4<sup>e</sup> DI américaine, qui avance en parallèle, plus à l'est. Le

général Bradley écrira dans ses mémoires, avec une pointe de dédain : «Leurs compatriotes ralentissaient l'avance des Français à grand renfort de vin et de liesse.» Il exagère un peu : malgré l'euphorie, les militaires progressent à bonne allure. Le soir, sans rencontrer de résistance, le général Leclerc atteint Rambouillet.

Au château de la ville, il retrouve de Gaulle, qui lui ordonne, en référence à la répression sanglante de la Commune de Paris, en 1871 : «Allez vite. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'avoir une nouvelle Commune.» «A partir de Rambouillet [...] le contact est pris avec les habitants de la cité, téléphone et liaison fonctionnent déjà. FFI, représentants de la police, sapeurs-pompiers, simples citoyens traversent les lignes et nous supplient de faire vite», racontera Leclerc en 1945. Au matin du 24 août 1944, le général écrit sur son «ordre d'opération» du jour : «Premièrement, s'emparer de Paris.» Son plan est le suivant : porter l'effort principal au sud de la ville, via Longjumeau, Antony et la porte d'Orléans, et mener une offensive secondaire plus à l'ouest, de la vallée de Chevreuse au pont de Sèvres.

Le 24 au soir, les soldats doivent être dans la capitale. Mais la résistance allemande est plus forte que prévu. Von Choltitz a placé le gros de ses forces dans la banlieue sud-ouest, pour y freiner les Alliés. C'est là qu'ont lieu, ce 24 août, sous la pluie, les combats les plus durs et les plus meurtriers de la libération de Paris : à Toussus-le-Noble sur le plateau de Saclay, à Arpajon, Massy, Wissous, Antony, Fresnes, La Croix-de-Berny... Pour autant, cela ne décourage pas la liesse populaire, au point que des civils sont tués par balles alors qu'ils félicitent les soldats sur les chars. A 18h30, Leclerc envoie un petit avion, un Piper Cub, larguer sur la préfecture de police le message : «Tenez bon, nous arrivons !» Mais il doit se faire une raison : son objectif du jour ne sera pas atteint. Le soir du 24, ses éléments les plus avancés arrivent tout juste aux portes de la capitale. Une fois de plus, le général trépigne... et craint de se faire humilier par la 4<sup>e</sup> DI américaine, si celle-ci entrait à Paris avant lui !

Vers 20 heures, à La Croix-de-Berny, il avise le capitaine Raymond Dronne et lui ordonne de filer sur la ville avec sa compagnie. A bord de sa Jeep ornée de l'inscription «Mort aux cons», suivi par 150 hommes, dont une majorité de républicains espagnols, Dronne parcourt la dizaine de kilomètres qui le sépare de Paris, puis rejoint l'Hôtel de Ville. Il prend des chemins détournés, afin d'éviter les Allemands et les

barricades, mais n'échappe pas aux vivats de la population, prévenue depuis la veille de l'arrivée des Alliés. A 21 h 30, le capitaine est reçu par Georges Bidault, le successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance. Se rencontrent alors les deux branches armées de la France résistante, celle de l'intérieur (le Conseil national de la Résistance, les FFI...) et celle de l'extérieur (la France libre de de Gaulle). La radio, tombée aux mains des résistants, annonce la nouvelle. Les cloches de la ville sonnent à la volée. Mais le plus dur reste à accomplir.

## 25 AOÛT

AU SÉNAT, LES NAZIS SE BATTENT JUSQU'AU BOUT

Pour l'occasion, ils se sont tout rasés et changés... Ce jour-là, sous le soleil, les soldats de la 2<sup>e</sup> division blindée au complet pénètrent dans Paris, divisés en trois groupements : ceux des colonels Billotte et Dio arrivent par le sud, et celui du colonel Langlade par la porte de Saint-Cloud, à l'ouest. Les hommes de Leclerc ont la lourde tâche de reprendre le contrôle des grands axes et de mener l'assaut contre les points d'appui allemands. Les soldats du Reich sont désormais en infériorité, mais la bataille n'en est pas moins violente et confuse. Les Allemands combattent farouchement, des tireurs isolés ou des petits groupes embusqués (parmi lesquels on trouve des irréductibles de Vichy) sévissent dans les rues. Les soldats français, eux, peuvent compter sur l'appui des FFI. Comme en banlieue, la liesse populaire se mêle à la bataille. On compte les avancées et les prises des principaux «symboles» : vers midi, le drapeau tricolore flotte sur la tour Eiffel, et à 13 heures, sous l'arc de Triomphe. Leclerc, lui, rentre à bord de son scout car (un gros véhicule blindé) par la porte d'Orléans, où Chaban-Delmas vient l'accueillir. C'est la première fois que les deux hommes se rencontrent.

Leclerc établit son poste de commandement dans le quartier, à la gare Montparnasse, sur une table face aux quais. Sa priorité : la reddition de von Choltitz. A 10 heures, celui-ci reçoit un ultimatum qui lui est remis par l'incontournable consul de Suède. Le commandant allemand a compris qu'il n'est plus en position ●●●

●●● de force. Sa situation est critique : il ne contrôle plus qu'un périmètre resserré autour de la Concorde, le reste de son armée étant désorganisé et injoignable. Quelle autre solution que se rendre ? Son honneur de soldat lui interdit pourtant de capituler sans se battre.

Face à l'absence de réponse à l'ultimatum, les Français lancent donc l'attaque contre l'hôtel Meurice vers 13 heures et brisent rapidement les défenses allemandes. Une heure quarante-cinq plus tard, ils débarquent dans le bureau de von Choltitz, qui se rend avec une dizaine de ses officiers. Le général en déroute est mené à la préfecture de police où Leclerc le reçoit dans la salle de billard, entouré de Chaban-Delmas, Rol-Tanguy, Kriegel-Valrimont (l'un des chefs du Comac, le Comité d'action militaire dont dépendent les FFI), le colonel Billotte et quelques autres.

Blême, von Choltitz signe l'acte de reddition. Son calvaire ne fait commencer : il est conduit sous les huées de la foule jusqu'à la gare Montparnasse, pour y signer à la va-vite une vingtaine d'ordres de cessez-le-feu destinés aux poches de résistance allemandes à l'intérieur et autour de Paris. Des doublettes d'officiers français et allemand partent en Jeep porter ces ordres aux bastions en question, avec plus ou moins de succès : les SS qui se trouvent au Sénat, par exemple, continuent de se battre jusqu'à la dernière cartouche. Pendant ce temps, la prise de contrôle de la ville se poursuit. L'hôtel Majestic, siège du commandement militaire allemand en France, capitule à 14 h 30, peu avant la Kommandantur, à l'angle de l'avenue de l'Opéra et de la rue du Quatre-Septembre. Certains combats sont rudes, comme à l'École militaire, prise en début d'après-midi. Dans l'après-midi, les groupements de la 2<sup>e</sup> DB font leur jonction place de la Concorde, tandis que la popu-

lation se réapproprie le pavé, brisant les panneaux indicateurs érigés par l'occupant, lacérant des drapeaux à croix gammée. Mais le danger rôde toujours...

## 26 AOÛT 150 AVIONS DU REICH LÂCHENT LEURS BOMBES

**D**e Gaulle en rêvait depuis quatre ans... Le 25, dans l'après-midi, il franchit les portes de la capitale. Mais lorsqu'il découvre l'acte de capitulation, il ne manifeste, étrangement, aucune joie, plutôt de l'agacement. Un détail l'irrite en effet au plus haut point : sur l'insistance de Kriegel-Valrimont, Leclerc a accepté que Rol-Tanguy, le chef communiste des FFI, signe l'un des exemplaires du document. «Inacceptable», grommelle de Gaulle : seul le nom de Leclerc, officier le plus élevé en grade, nommé au préalable gouverneur militaire par intérim de Paris, doit figurer sur l'acte. Lors de ces journées cruciales, de Gaulle ne laisse rien au hasard. Après la libération de la ville par des forces militaires françaises, comme prévu dans ses plans, il est temps de passer à la phase politique : la restauration rapide d'un État légitime, pour refermer la «parenthèse» de Vichy sans laisser de place à une gestion du pays par les Alliés ou à une prise de pouvoir communiste. Déjà, une administration nouvelle, nommée dans la clandestinité, commence à entrer en fonction. L'arrivée de de Gaulle doit parachever ce processus. «J'ai moi-même, par avance, fixé ce que je dois faire dans la capitale libérée. Cela consiste à rassembler les âmes en un seul élan national, mais aussi à faire paraître tout de suite la figure et l'autorité de l'État», résumera-t-il dans *Mémoires de guerre*.

Après la gare Montparnasse, ce 25 août, de Gaulle commence par s'installer au ministère de la Guerre, rue Saint-Dominique. «Rien n'y manque excepté l'État, il m'appartient de l'y remettre», écrira-t-il plus tard. Il se rend ensuite à la préfecture de police, puis seulement, à 19 heures, à l'Hôtel de Ville, siège des organes de la Résistance intérieure. Sur le parvis, au milieu de la foule, là où en avril 200 000 Parisiens acclamaient encore Pétain, de Gaulle improvise – mais chaque mot compte – son discours le plus célèbre : «Paris, Paris outragé, Paris brisé, Paris martyrisé mais Paris libéré !» La suite fera l'objet d'une polémi-

que avec les Alliés : «Libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle. Eh bien ! puisque l'ennemi qui tenait Paris a capitulé dans nos mains, la France rentre à Paris, chez elle.» Au même endroit, Bidault, le président du Conseil national de la Résistance, demande au général de proclamer la République. Refus net : «Non, la République n'a jamais cessé d'être. [...] Vichy fut toujours et demeure nul et non avvenu.»

Il faut attendre le lendemain pour l'apothéose. Au matin du 26, la population apprend par la presse et la radio que de Gaulle prévoit dans l'après-midi un défilé sur les Champs-Élysées. De tout Paris et de sa banlieue, la foule afflue vers la grande avenue. Sous un soleil de plomb, le général rend hommage au Soldat inconnu sous l'Arc de triomphe, salue la 2<sup>e</sup> DB de Leclerc, puis entame sa descente des Champs, suivi d'un cortège hétéroclite de résistants et de futurs dignitaires de l'État restauré, civils et militaires, au milieu du peuple euphorique. «Ah ! C'est la mer ! Une foule immense est massée de part et d'autre de la chaussée. Peut-être 2 millions d'âmes. Les toits aussi sont noirs de monde. A toutes les fenêtres s'entassent des groupes compacts, pêle-mêle avec des drapeaux. Des grappes humaines sont accrochées à des échelles, des mâts, des réverbères. Si loin que porte ma vue, ce n'est qu'une houle vivante, dans le soleil, sous le tricolore», décrira-t-il.

Arrivé à la Concorde, de Gaulle monte dans une voiture, suit la rue de Rivoli, fait un bref arrêt à l'Hôtel de Ville, puis file vers Notre-Dame où est entonné le *Magnificat* (après que l'archevêque collaborationniste eut été intimé de partir...). Dans le ciel, des avions filment la scène. Les chars de Leclerc sont postés tout au long du parcours. Car malgré la liesse, la ville reste dangereuse. Pendant le parcours de de Gaulle, des tirs isolés éclatent, et même une fusillade à Notre-Dame. La 2<sup>e</sup> DB et les FFI répliquent à des tireurs postés en hauteur. La foule est gagnée par la panique, des hommes se jettent au sol. De Gaulle reste imperturbable. D'où viennent les tirs ? On soupçonnera des miliciens, des ultracollaborateurs, des Allemands irréductibles, des communistes, des FFI trop nerveux... Au total, ce jour-là, on compte 300 blessés, le plus souvent dans des bousculades et non dans des combats.

Mais les Allemands postés en banlieue nord comptent bien gâcher la fête : le soir, l'aviation ennemie, toujours implantée à l'aérodrome du Bourget, à 10 kilomètres

au nord de la capitale, se rappelle au bon souvenir des Parisiens. Vers minuit, 150 avions bombardent la ville. De nombreux arrondissements et communes de banlieue sont touchés. On compte près de 200 morts et 400 immeubles détruits. Malgré les scènes de liesse de la journée, l'occupant n'est pas tout à fait chassé.

## FIN AOÛT 1944

### UNE VICTOIRE À L'ÉCHO MONDIAL

**T**andis que les Parisiens fêtent leur libération, à quelques kilomètres de là, des trains de prisonniers partent encore vers les camps allemands... Impensable. Et pourtant : la machine de guerre nazie tourne encore dans une Ile-de-France qui ne retrouvera son calme que le 30 août. Des Allemands se battent. Des exactions contre des civils sont commises (ils servent parfois de boucliers humains). Dans les derniers jours d'août, la 2<sup>e</sup> DB fran-

çaise et la 4<sup>e</sup> DI américaine s'engagent dans de rudes combats, notamment pour reprendre l'aérodrome du Bourget. Une autre bataille, diplomatique, est remportée par de Gaulle qui reçoit le 28 la visite d'Eisenhower. A cette occasion, le commandant suprême américain fait défiler ses troupes devant le chef de la France libre ce qui revient à le légitimer. Le 2 septembre, le GPRF (Gouvernement provisoire de la République française, l'autorité transitoire de l'Etat) tient son premier Conseil des ministres à Matignon. Pour le nouveau chef de l'Etat, les organes de la Résistance intérieure n'ont plus lieu d'être : le CNR et les FFI vont être rapidement mis au pas.

Très vite, la libération de Paris a un impact considérable dans le monde. La nouvelle donne lieu dès les 25 et 26 août à des scènes de joie à Londres, à New York, au Canada, en Amérique Latine, au Moyen-Orient... et même dans le camp de concen-

De Gaulle retrouve le général Leclerc et le général Juin, le 26 août 1944, à la gare Montparnasse où vient d'être signé l'acte de capitulation signé par le général allemand von Choltitz.

tration allemand de Buchenwald, où les prisonniers chantent *La Marseillaise* ! Militairement, pourtant, la bataille peut paraître insignifiante. Les forces engagées sont peu nombreuses, les destructions faibles (la plus importante étant l'incendie du Grand Palais, le 23 août) et le bilan humain limité. «On peut estimer qu'au total la bataille de Paris se traduit sans doute par 3 400 morts et 5 500 blessés [ndlr : Allemands, FFI, forces alliées et civils confondus]», écrit Jean-François Muracciole dans son ouvrage *La Libération de Paris* (éd. Tallandier, 2013). On est très loin des hécatombes des batailles de Stalingrad ou de Berlin ! Enfin, rapportée à la puissance de l'opération Overlord (le Débarquement et la bataille de Normandie) qui s'achève au même moment, la libération de Paris n'est qu'un épiphénomène, qui pèse peu dans la défaite allemande à l'ouest. Mais la portée de l'événement est ailleurs. Dans le symbole, d'abord : les scènes de joie des Parisiens incarnent la fin du joug nazi en Europe de l'Ouest. Dans la politique, ensuite, par la victoire de la Résistance. Et par le sacre populaire de son chef, de Gaulle. ■

FRÉDÉRIC GRANIER ET VOLKER SAUX

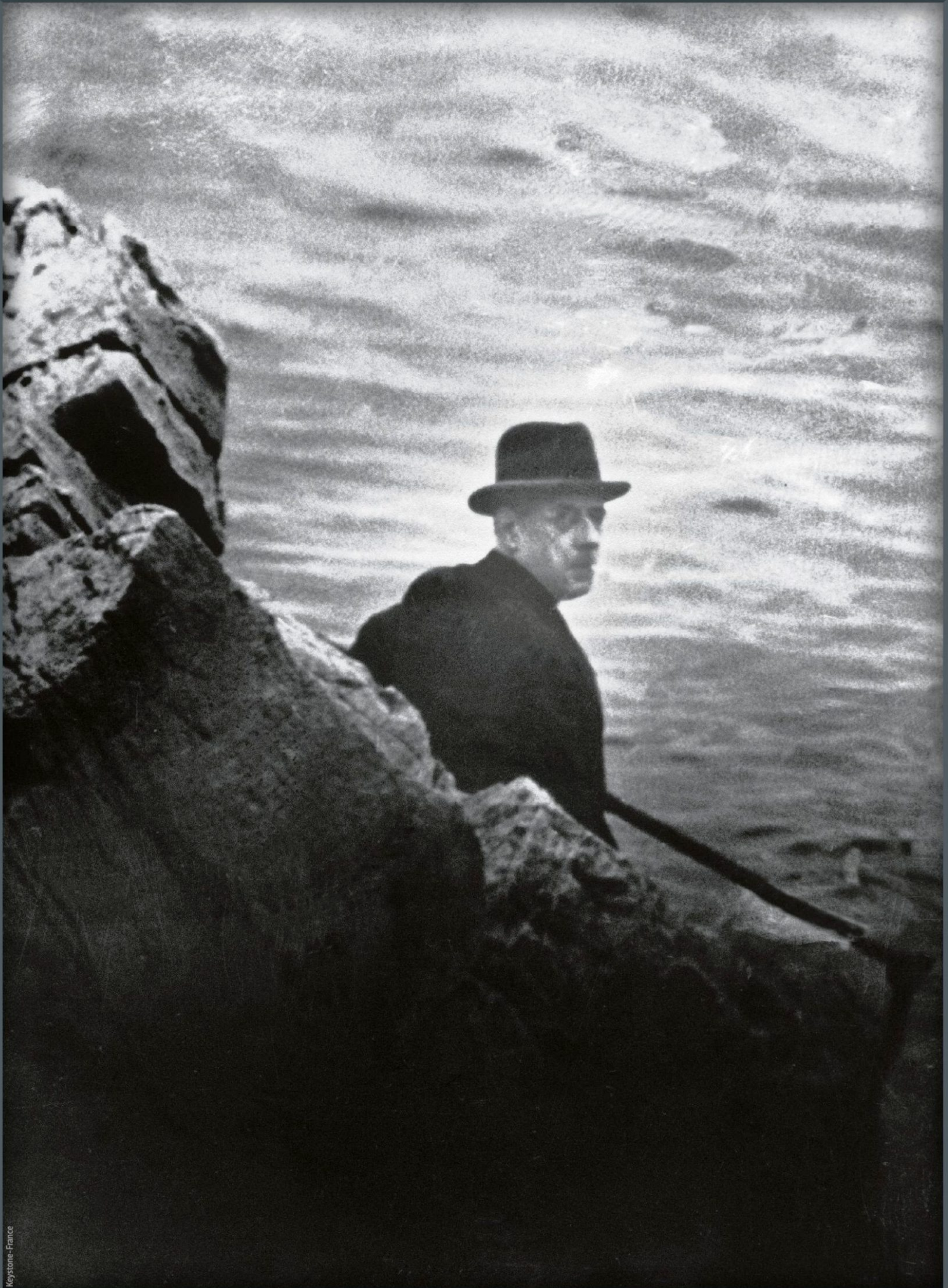




# UNE ÉCLIPSE FORCÉE

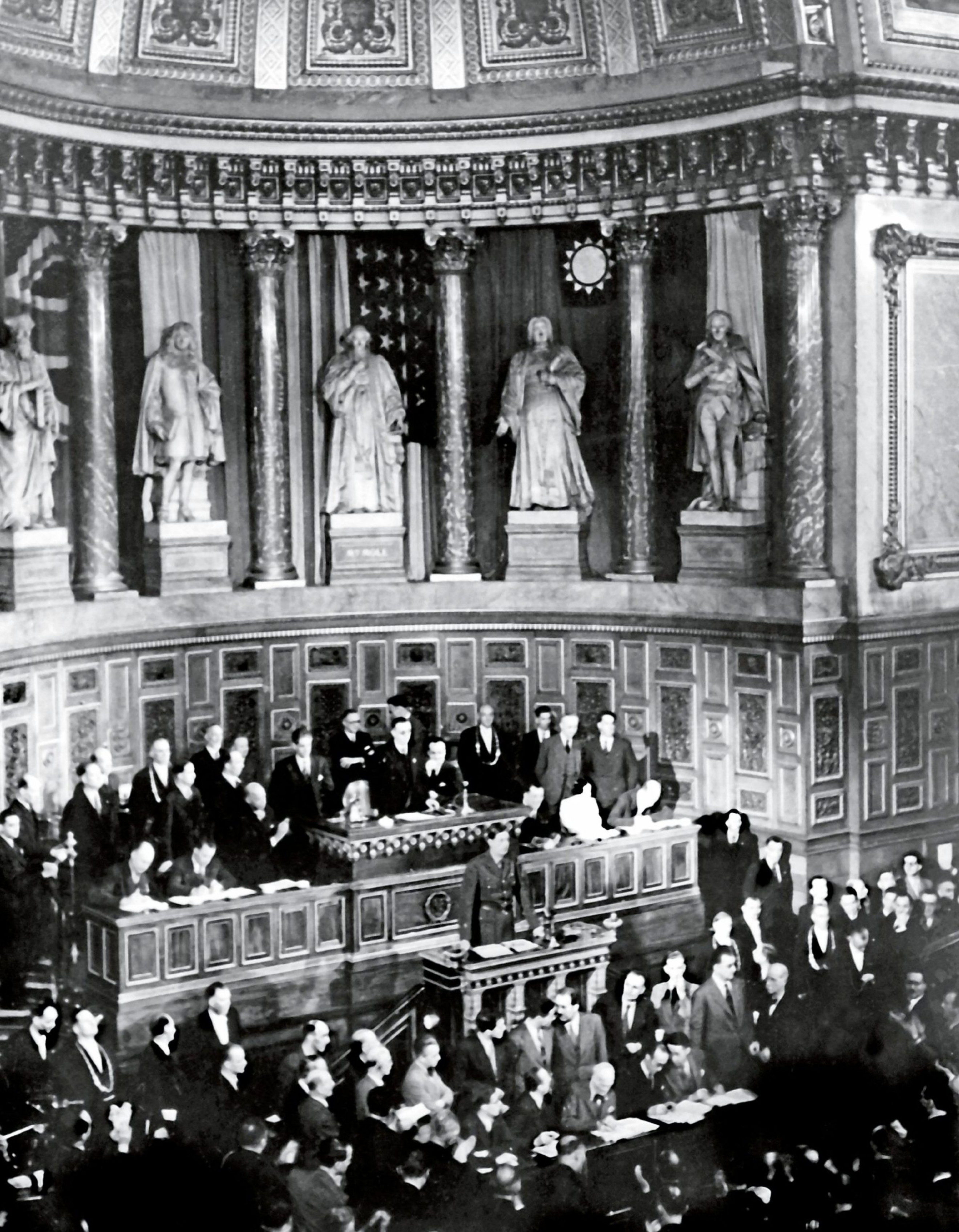
**1945-1958**

Après le séisme de la Seconde Guerre mondiale, il faut tout reconstruire. À la tête du Gouvernement provisoire de la République française, instauré le 3 juin 1944, de Gaulle met en place une série de réformes emblématiques : droit de vote des femmes, nationalisations, régime général de la Sécurité sociale... Mais, en désaccord avec l'Assemblée constituante sur la conception de l'État, le Général remet, dans un coup de tonnerre, sa démission le 20 janvier 1946. À travers la création du RPF (Rassemblement du peuple français), il tente encore de faire entendre sa voix, mais son refus de tout compromis va l'isoler du jeu politique. Son mouvement se disloque. Il ne lui reste qu'une poignée de fidèles grognards. Début 1958, celui qui incarnait la France libre est devenu une figure tutélaire qui entretient occasionnellement, lors de cérémonies, le souvenir de la Résistance. Retiré à Colombey-les-Deux-Eglises, Charles de Gaulle, 67 ans, est aux yeux des Français un homme d'un lointain passé. À moins que...



Keystone-France

En janvier 1946, quelques jours avant de quitter la tête du gouvernement, de Gaulle s'accorde un peu de repos au cap d'Antibes.





*En avant donc pour l'immense devoir  
de travail, d'unité, de rénovation ! Que notre  
nouvelle victoire marque notre nouvel essor !»*

Charles de Gaulle, le 15 mai 1945, devant l'Assemblée consultative.

### **REBÂTIR UNE NATION BRISÉE PAR LA GUERRE**

A partir de juin 1944, le Général préside le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), en charge d'administrer la France d'après-guerre. De Gaulle est entouré de toutes les tendances de la Résistance, des gaullistes aux communistes. L'objectif est ambitieux : gérer la reconstruction, voter les réformes fondamentales et préparer la Constitution de la future IV<sup>e</sup> République. En mai 1945, le Général s'exprime au palais du Luxembourg devant l'Assemblée consultative. A droite, en 1946, à la sortie de ses bureaux de Matignon.



Keystone-France (X2)



Keystone-France



#### **FACE AUX TRACTATIONS ET COMBINAISONS, IL QUITTE LE POUVOIR**

Les législatives d'octobre 1945 coupent la France en trois. Le parti communiste arrive en tête, avec 26 % des voix. Suivent les démocrates-chrétiens (23 %) et les socialistes (22 %). Ces trois forces politiques confirment de Gaulle à la tête d'un gouvernement d'union nationale. Mais très vite, la situation vire au conflit permanent. Les communistes exigent trois ministères régaliens et les socialistes veulent une baisse de 20 % des crédits de la Défense. Ulcéré, de Gaulle démissionne le 20 janvier. Un départ fracassant relayé ici par la une de Soir-Express.



Extraits du discours de Bayeux, 16 juin 1946.

» C'est donc au chef de l'État, placé au-dessus des partis, [...] que doit procéder le pouvoir exécutif.

» Au chef de l'État d'accorder l'intérêt général quant au choix des hommes avec l'orientation qui se dégage du Parlement.

» A lui l'attribution de servir d'arbitre au-dessus des contingences politiques, [...] en invitant le pays à faire connaître par des élections sa décision souveraine.

» A lui, s'il devait arriver que la patrie fût en péril, le devoir d'être le garant de l'indépendance nationale et des traités conclus par la France.

» Toute notre Histoire, c'est l'alternance des immenses douleurs d'un peuple dispersé et des fécondes grandeurs d'une nation libre groupée sous l'égide d'un État fort.»



**SES PRINCIPES  
SE HEURTENT  
À L'INDIFFÉRENCE**

Depuis sa démission du gouvernement, le 20 janvier, le Général a gardé le silence. Son discours à Bayeux (Calvados), le 16 juin 1946, est délibérément symbolique : c'est ici que, deux ans plus tôt, il avait rencontré les Français dans la première ville libérée après le débarquement de Normandie. Espérant un retour au pouvoir, de Gaulle présente ses idées pour la Constituante à venir : primauté de l'exécutif et du chef de l'État, pouvoir législatif incarné par deux chambres... Mais l'opinion reste indifférente, et la IV<sup>e</sup> République se dotera d'une constitution très éloignée des idées gaullistes.







Bridgeman Images (x2)

**EN FAMILLE, DES JOIES ET DES LARMES**

Le 2 janvier 1946, de Gaulle marie sa première fille Elisabeth à Alain de Boissieu. Né en 1921, son fils aîné Philippe aura quatre enfants (à droite, Charles, Yves et leur grand-père) avec Henriette de Montalembert de Cers. Le Général est pourtant un père meurtri : Anne, sa dernière fille, née trisomique, est morte en 1948, à 20 ans. «Maintenant, elle est comme les autres», dira-t-il.







“

*Il est clair que  
la nation n'a pas,  
pour la guider, un État  
dont la cohésion,  
l'efficiace, l'autorité  
soient à la hauteur  
des problèmes qui se  
dressent devant elle»*

Discours de Strasbourg, 7 avril 1947.

De Gaulle s'adresse aux Strasbourgeois,  
deux ans après la libération de l'Alsace,  
et annonce la création du RPF.



Robert Doisneau / Gamma Rapho



AFP



Gamma Rapho

### LE RPF, CONTRE LE COMMUNISME ET LE PARLEMENTARISME

Opposé au régime des partis, de Gaulle se trouve pourtant contraint, pour peser politiquement, de créer lui-même le Rassemblement du peuple français (RPF) le 14 avril 1947. Sur la photo du haut, on se presse pour s'inscrire au sein d'un mouvement qui deviendra la principale force d'opposition (avec le PCF), rassemblant 35 % des suffrages aux municipales de 1947. Voulant dépasser les clivages partisans, le RPF rallie des figures de la Résistance comme Jacques Chaban-Delmas, et aussi des monarchistes et des républicains de gauche : Jacques Soustelle ou André Malraux (à droite, lors d'un discours du Général).



Bridgeman Images



Paris - Musée de l'Armée, Dist. RMN-Grand Palais / Marie Bour

### LA TRAVERSÉE DU DÉSERT

Les élections municipales de 1953 s'avèrent désastreuses pour le RPF. Conséquences : le mouvement se met en sommeil, et le Général se résigne à s'effacer. Il se consacre à la rédaction des trois tomes de *Mémoires de guerre* (1954, 1956, 1959), une chronique de l'histoire de la France libre. En librairie, l'accueil est triomphal, mais il relègue un peu plus de Gaulle comme une figure du passé. Il n'apparaît publiquement que lors de commémorations, comme ici, au mont Valérien, en 1955.





**4 JUIN 1958**

*LE JOUR OÙ...*

# **IL FAIT BASCULER LE DESTIN DE L'ALGÉRIE**

Il y a soixante-deux ans, de Gaulle prononçait à Alger son célèbre «Je vous ai compris». Mais la plus fameuse formule du Général cachait une ambiguïté sur la gestion du «problème algérien».



Depuis le balcon du bâtiment du Gouvernement général, de Gaulle s'adresse avec véhémence aux Algérois réunis sur la place du Forum. En civil, derrière la colonne, se tient l'un des hommes responsables de son retour au pouvoir : Jacques Soustelle, alors gouverneur général d'Algérie.

**C**e mercredi 4 juin 1958, tout Alger est en fête. L'immense place du Forum peine à contenir la foule enthousiaste des partisans de l'Algérie française, venus acclamer le général de Gaulle. Depuis le balcon blanc du «GG», nom donné à l'immeuble du Gouvernement général d'Alger, de Gaulle, les bras levés comme un geste de victoire, s'adresse à la population. «Je vous ai compris. (...) Je déclare qu'à partir d'aujourd'hui, la France considère que dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs...» La foule exulte. Des cris de joie qui précèdent d'amères désillusions chez les Français d'Algérie... Sans prendre aucun engagement concret, le Général les laissera croire à sa résolution de conserver une Algérie française. De Gaulle les a-t-il sciemment trompés dans le but de conserver le pouvoir après plus de dix ans de désert politique ? Croyait-il vraiment en une Algérie française ? Aujourd'hui encore, le débat reste vif. Les historiens s'accordent sur un point : la crise algérienne a signé le retour politique de Charles de Gaulle. Dans les années 1950, la IV<sup>e</sup> République s'effondre sur elle-même après l'humiliante défaite de Diên Biên Phu, en mai 1954, et la perte de l'Indochine. En 1958, la situation en Algérie paralyse les institutions. Depuis quatre ans, ce territoire – colonisé en 1830, puis devenu département français en 1848 – est en proie à la violence des attentats du FLN (Front de libération nationale) qui exige l'indépendance du pays, mais aussi à la répression brutale, avec utilisation de la torture, par l'armée française. L'envoi de 450 000 appelés n'a rien résolu. Le million de pieds-noirs d'origine européenne, qui cohabitent avec 8,5 millions d'Algériens, est terrifié à l'idée d'être abandonné par Paris. Face à cette situation dramatique, le général de Gaulle reste muet. En 1953, il s'est officiellement retiré de la vie politique pour résider à Colombey-les-Deux-Eglises. Ses fidèles, dont le sénateur Michel Debré, le député Jacques Soustelle et l'ancien membre du RPF (Rassemblement du

peuple français) Léon Delbecque, s'y rendent souvent. A leurs yeux, le retour en scène de Charles de Gaulle et le «problème» de l'Algérie française constituent deux combats majeurs. Il suffit de faire d'une pierre deux coups. Au printemps 1958, ils vont imposer «l'homme du 18-Juin» comme le recours face à cette crise grave. En Algérie, les hommes de De Gaulle, Léon Delbecque en tête, attendent le mouvement insurrectionnel pro-Algérie française afin que le Général soit appelé en tant que sauveur. Ainsi, le 13 mai, l'armée, menée entre autres par le général Salan, bascule du côté des gaullistes en fomentant un coup d'Etat. Ces «événements d'Alger», nommés ainsi par la presse française, visent à empêcher l'investiture de Pierre Pflimlin en tant que président du Conseil des ministres, ce dernier étant soupçonné de vouloir abandonner l'Algérie. Le 15 mai, le général Salan proclame : «Vive de Gaulle.» «Je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République», répond immédiatement celui-ci, par voie de presse. Mais la partie n'est pas gagnée. Dès le lendemain, dans une métropole gagnée par la peur, les députés font bloc pour stopper de Gaulle, soupçonné de visées dictatoriales. Cependant, le 24 mai, une opération militaire, baptisée «Résurrection» et menée par un bataillon parachutiste, débarque en Corse pour établir une tête de pont. La prochaine étape ? Paris.

#### **Arrivé au pouvoir, il laisse planer le doute sur ses intentions**

La menace aura raison de la IV<sup>e</sup> République. Pierre Pflimlin démissionne le 28 mai. Le lendemain, l'euphorie gagne les fidèles du Général. Le «grand Charles», appelé par René Coty, président de la République, retrouve le pouvoir en constituant un gouvernement. «Vive l'Algérie française», s'exclame de Gaulle, le 6 juin, devant une foule en liesse, à Mostaganem, importante ville portuaire algérienne. Trois jours à peine après avoir été investi président du Conseil des ministres par l'Assemblée nationale, de Gaulle s'envole pour l'Algérie. L'urgence est désormais d'apaiser cette insurrection qui l'a porté au pouvoir... quitte à laisser planer le doute sur ses intentions. Deux priorités s'imposent à lui : restaurer l'autorité de l'Etat en Algérie et faire cesser l'interminable crise. Mais comment la résoudre ? «Sans doute ne croyait-il plus, depuis quelques années, à la possibilité de l'Algérie française. (...) Il souhaitait aussi éviter la sécession. Mais entre ces deux solutions extrêmes, il comptait sur son prestige personnel, l'intelligence des

interlocuteurs et le temps pour dégager peu à peu une voie moyenne», estime René Rémond dans *1958, le retour de De Gaulle* (éd. Complexe, 1958). C'est ainsi que, sans dévoiler ses intentions, le Général combine répression militaire et voie diplomatique. Une logique illisible aux yeux des partisans de l'Algérie française, qui vont finir par perdre confiance. Élevant le FLN, jusqu'alors considéré comme un mouvement terroriste, au rang d'interlocuteur privilégié, une nouvelle issue se dessine, au grand dam des artisans d'une Algérie française. Selon René Rémond, le général de Gaulle était plutôt partisan d'une «association» qui prévoyait une autonomie de l'Algérie au sein d'un ensemble géopolitique français, l'Union française, à laquelle chaque pays décolonisé pourrait choisir d'adhérer ou pas. Mais la situation algérienne semble inextricable. Le 16 septembre 1959, le général de Gaulle tient un nouveau discours : «l'autodétermination» est la «seule voie qui vaille», annonce-t-il. «Cette date-clé marque un changement net», estime Benjamin Stora dans *Le Mystère de Gaulle. Son choix pour l'Algérie* (éd. Robert Laffont, 2009). Elle prédispose les Algériens, majoritaires, à prendre leur avenir en main tandis que les pieds-noirs, en minorité, sont mis sur la touche. «A ce moment, l'indépendance est encore loin, mais elle entre dans le domaine du possible. Charles de Gaulle comprend, à contre-courant de bien des responsables, que si la France veut prendre sa place dans le monde, elle doit se défaire du boulet algérien», conclut Benjamin Stora. La tâche s'avère ardue. De part et d'autre, l'OAS (Organisation armée secrète), qui réunit les extrémistes pro-Algérie française, et le FLN fomentent plusieurs attentats en Algérie et en métropole qui font échouer les tentatives de négociations. Très vite, cette situation provoque le départ de 700 000 pieds-noirs d'Algérie. Il faudra attendre les accords d'Evian pour mettre fin à cette «guerre sans nom» qui aura fait entre 300 000 et 500 000 morts, selon les historiens. Une négociation signée le 18 mars 1962. Quatre ans après ce «Je vous ai compris» qui n'aura causé qu'incompréhension autour du Général. ■

ANNE DAUBRÉE

# LE MONARQUE RÉPUBLICAIN

**1958-1965**

Il avait sauvé une première fois la France en 1940. Dix-huit ans plus tard, alors que la IV<sup>e</sup> République s'embourbe dans l'instabilité parlementaire et la question coloniale, le solitaire de Colombey-les-Deux-Eglises s'impose, une fois encore, comme l'homme providentiel. Le 29 mai 1958, impuissant face à la crise d'Alger, le président René Coty fait donc appel au «plus illustre des Français» pour for-

mer un gouvernement et préparer une réforme constitutionnelle d'une ampleur inédite. En instaurant la V<sup>e</sup> République, de Gaulle va mettre en place le régime présidentiel qu'il ambitionnait depuis longtemps. Les années 1958-1965 seront celles des réformes comme l'instauration du nouveau franc. Sur la scène internationale, la France regagnera du prestige, notamment à travers le développement de la force de dissuasion nucléaire. Mais le président ne parviendra pas à trouver le juste compromis sur la question algérienne, une «guerre sans nom» qui finira par ternir son premier mandat à l'Elysée.



Keystone Pictures USA / Aurrimages

Le 8 janvier 1959, vêtu de l'habit présidentiel, de Gaulle pose dans la bibliothèque de l'Élysée pour son portrait officiel.





Keystone-France (x2)



### UN RÉGIME POLITIQUE TAILLÉ SUR MESURE

Le 28 septembre 1958, les Français approuvent la nouvelle Constitution présentée par de Gaulle. Pour mobiliser les électeurs, le gouvernement a fait placarder partout des affiches, comme à gauche, rue des Saussaies, à Paris. Le «oui» l'emporte avec plus de 82 % des voix, mais le Général a dû renoncer à certaines réformes, comme l'élection du président au suffrage universel direct. Le 4 octobre, Michel Debré, ministre de la Justice et bientôt Premier ministre, appose le sceau de la République sur la Constitution.



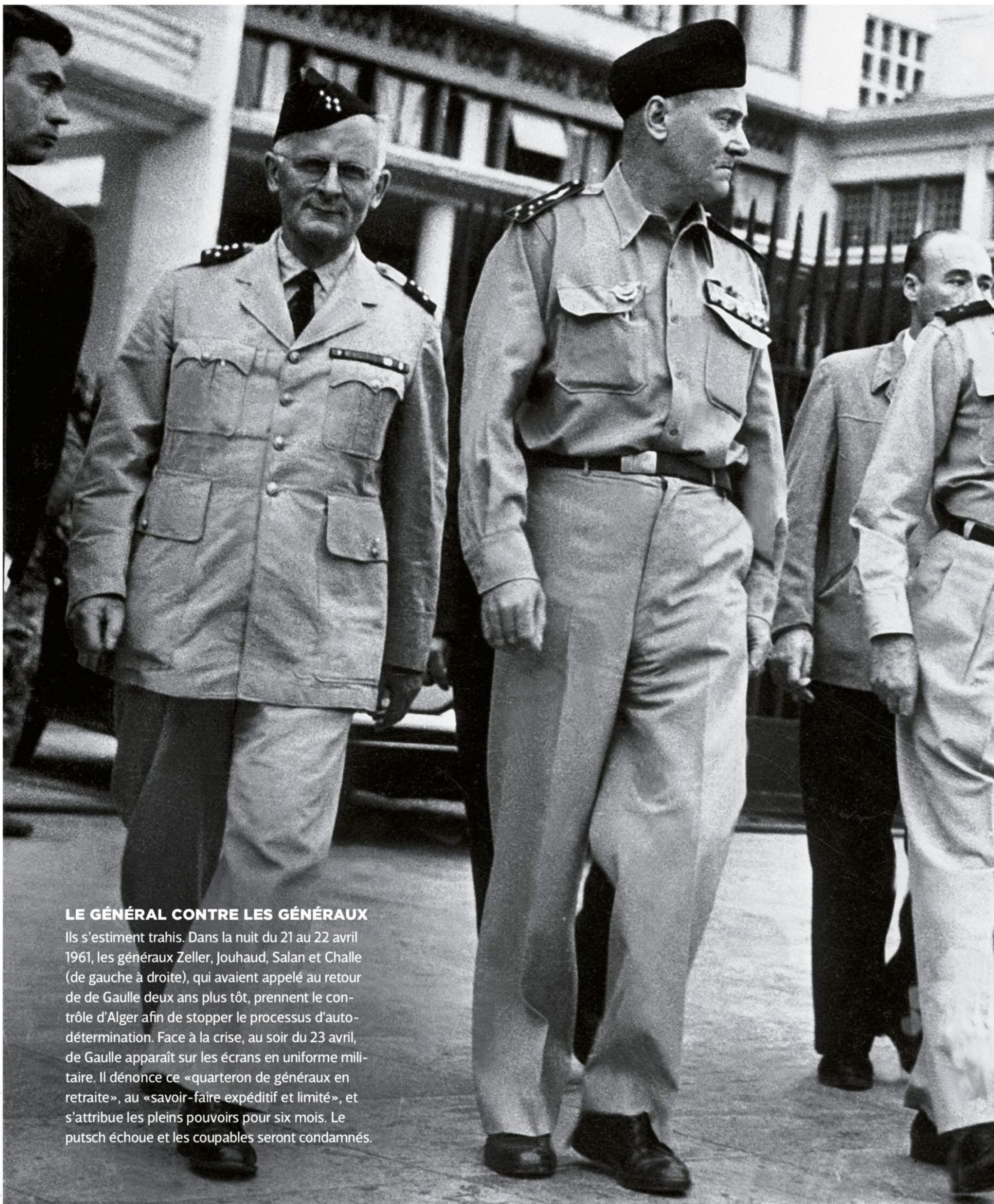
## D'UNE RÉPUBLIQUE À L'AUTRE

En décembre 1958, de Gaulle est sacré «homme de l'année» par *Time* (page de droite). Pour illustrer sa une, le magazine américain a fait appel au peintre Bernard Buffet, alors très en vogue. Le 8 janvier 1959, de Gaulle est investi de la charge présidentielle. Lors de la passation des pouvoirs dans la salle des fêtes de l'Élysée, son prédécesseur, René Coty, lui adresse d'un ton solennel : «Le premier des Français est désormais le premier en France».



Keystone-France





**LE GÉNÉRAL CONTRE LES GÉNÉRAUX**

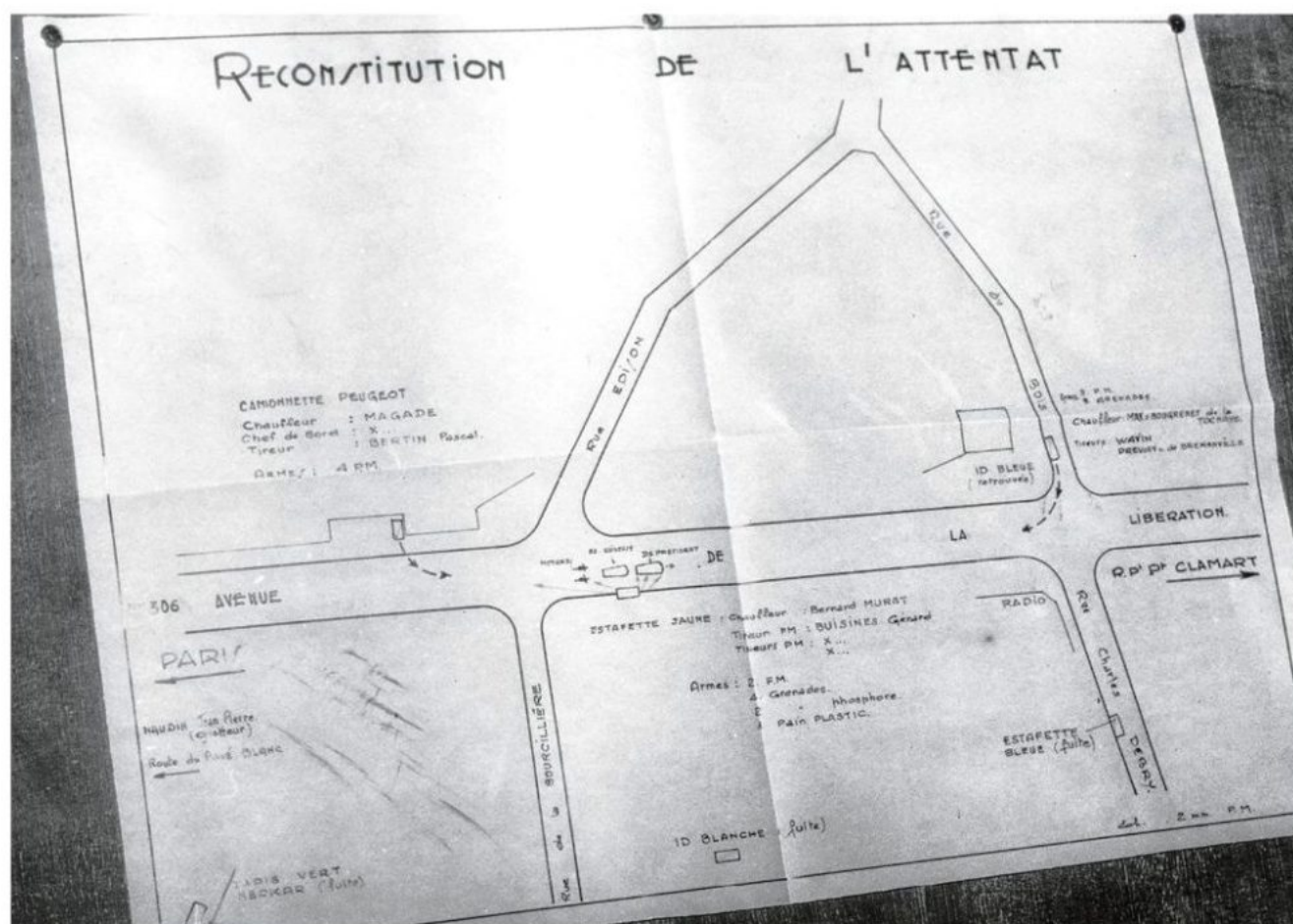
Ils s'estiment trahis. Dans la nuit du 21 au 22 avril 1961, les généraux Zeller, Jouhaud, Salan et Challe (de gauche à droite), qui avaient appelé au retour de de Gaulle deux ans plus tôt, prennent le contrôle d'Alger afin de stopper le processus d'auto-détermination. Face à la crise, au soir du 23 avril, de Gaulle apparaît sur les écrans en uniforme militaire. Il dénonce ce «quarternon de généraux en retraite», au «savoir-faire expéditif et limité», et s'attribue les pleins pouvoirs pour six mois. Le putsch échoue et les coupables seront condamnés.

Keystone-France/Gamma-Rapho





Keystone-France



Rue des Archives/AGIP

**DANS LE VISEUR DE L'OAS**

Le 22 août 1962, le couple présidentiel quitte l'Elysée en voiture pour rejoindre l'aéroport de Villacoublay d'où il doit embarquer pour Colombey. Ce jour-là, douze partisans de l'Algérie française (ci-dessous), membres de l'OAS, en profitent pour lancer un attentat contre le Général. Au rond-point du Petit-Clamart, une rafale de coups de feu s'abat sur la DS présidentielle (à droite). Grâce à la chance et à l'adresse du chauffeur, personne ne sera blessé. Un miracle : la police ramassera 150 douilles de balles autour de la scène du crime...



Rue des Archives/AGIP



Keystone-France



*Le Général est resté impassible, rouspétant seulement parce qu'il n'y avait pas de riposte...»*

Alain de Boissieu, gendre du couple de Gaulle, présent dans la voiture lors de la fusillade.



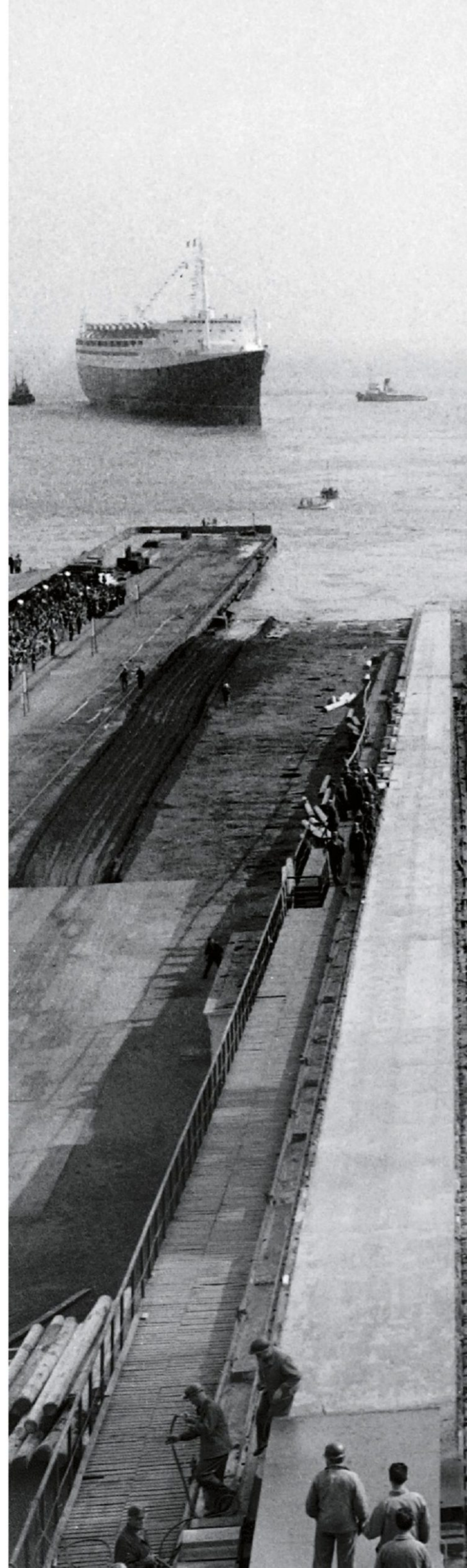


*Que France s'achève et qu'il s'en aille  
vers l'océan pour voguer et pour  
servir. Vive le France, vive la France !»*

Extrait du discours de Charles de Gaulle  
prononcé le 11 mai 1960 à Saint-Nazaire.

**LA GRANDEUR  
NATIONALE  
PAR-DELÀ LES MERS**

Le 11 mai 1960, le *France* est baptisé en grande pompe à Saint-Nazaire. Avec 316 m, le paquebot est alors le plus long du monde. Ce transatlantique (comme le sera l'avion supersonique *Concorde* plus tard) se veut le porte-étendard de l'excellence industrielle française. Depuis une tribune surélevée face à l'océan, le Général loue la superbe de ce géant des mers. En sa qualité de première dame, Yvonne de Gaulle est la marraine du navire.







Cr.-contre : Keystone-France/Gamma-Rapho - photo de droite : Jacques Boissay / aig-imagesagence photo

### **SEUL EN SCÈNE FACE AUX JOURNALISTES**

A l'Élysée, les conférences de presse du Général deviennent un rituel que l'on attend avec gourmandise. Leur décor est rudimentaire : une table, une chaise, un verre d'eau et un micro. Et puis, bien sûr, il y a de Gaulle, qui brille et cabotine un peu. Rien n'est laissé à l'improvisation : questions et journalistes sont triés sur le volet. Entre humour et lyrisme, il connaît ses répliques par cœur. Sur les côtés, il fait asseoir Georges Pompidou, son Premier ministre (de 1962 à 1968), et les membres du gouvernement.







Pierre Boulat / Association Pierre & Alexandra Boulat



“

*La France est la  
lumière du monde,  
son génie est  
d'éclairer l'univers.»*

Confidence à son ministre Alain  
Peyrefitte, le 24 janvier 1963 .

En 1964, de Gaulle entame une grande  
tournée diplomatique en Amérique latine,  
dont le point d'orgue est la visite de Mexico.





Keystone Pictures USA / Aurimages (x2)



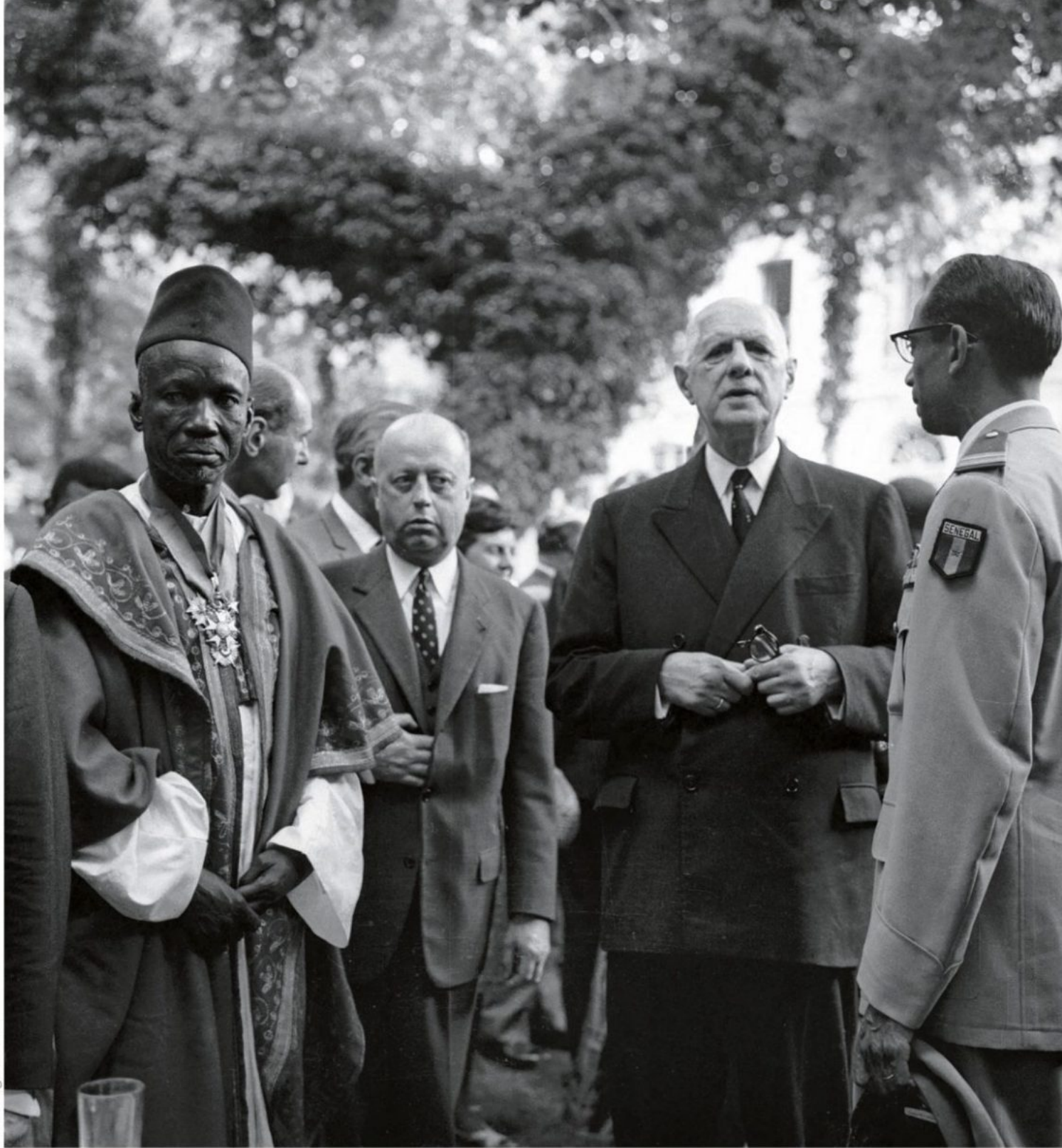
Everett Collection / Aurimages



Dalmas/Sipa

## IL RETROUVE SON RANG À L'INTERNATIONAL

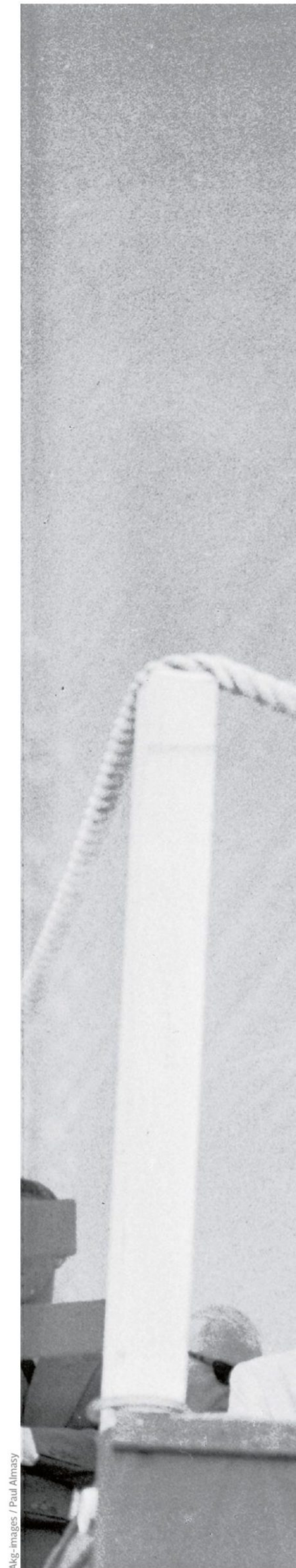
Symbole d'une amitié franco-allemande renouée, de Gaulle reçoit à l'Elysée le chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer en juillet 1962 (page de gauche). Ci-dessus, en 1960, il s'entretient avec David Ben Gourion, le Premier ministre israélien. Cette même année, il assiste à une réception à l'Opéra royal de Covent Garden, en présence d'Elizabeth II. Il invite aussi le leader soviétique Nikita Khrouchtchev à Paris (en bas, à droite). Un an plus tard, il recevra le couple Kennedy à l'Elysée (en bas à gauche) et au château de Versailles.



LAPI / Roger-Viollet

### **AFRIQUE : ENTRE FRATERNITÉ ET PATERNALISME**

Sur la photo de droite, prise en 1958 durant la Conférence de Brazzaville, le Général assiste au discours de Barthélémy Boganda, président du Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française. Deux ans plus tard, quatorze des anciennes colonies accèderont à l'indépendance. Ci-dessus, en 1965, à l'Hôtel de Sens, à Paris, le Général s'entretient avec des personnalités du continent. Légèrement en retrait : Jacques Foccart. Secrétaire général de l'Élysée aux affaires africaines et malgaches, il aura carte blanche pour perpétuer l'influence française au sud du Sahara. De manière plus ou moins légale...



Akg-images / Paul Almasy



*5 DÉCEMBRE 1965* / *LE JOUR OÙ...*

# **TRAHI PAR LES URNES, IL REMPORTE MALGRÉ TOUT LA MISE**



Coup de tonnerre lors de l'élection présidentielle : le Général est mis en ballottage par François Mitterrand, candidat de la gauche. Une terrible blessure d'orgueil pour un homme qui s'était toujours placé au-dessus des partis et qui songea, un instant, à tout abandonner.



**C**harles de Gaulle ne s'inquiète pas. Parmi les six candidats qui se présentent à l'élection présidentielle de la fin de l'année 1965, le Général se croit intouchable. Les Français s'apprêtent à l'élire président, cette fois par la voie du suffrage universel direct qu'il a lui-même appelé de ses vœux. Une révolution. Au pouvoir depuis 1958, il estime diriger habilement la France malgré les soubresauts de la guerre froide et considère avoir géré au mieux l'affaire algérienne en 1962. Il attend donc une «adhésion franche et massive» dès le premier tour. Il n'a d'ailleurs pas jugé nécessaire de faire campagne. Au soir du premier tour, le 5 décembre, le couperet tombe : 44,65 % des voix. Un score inespéré aujourd'hui, mais pourtant jugé comme une déroute à l'époque. La presse titre unanime : «De Gaulle en ballottage.» Le grand Charles est sonné.

C'est son Premier ministre, Georges Pompidou, qui a la lourde tâche, depuis Matignon, de l'appeler à Colombey pour le prévenir qu'il sera au second tour face à François Mitterrand. Le Général est au bout du fil. Dans ses Mémoires, Alain Peyrefitte, alors ministre de l'Information, relate : «Pompidou parle sur ce ton d'extrême douceur qu'il sait prendre quand il joue un rôle de soigneur.» Le Général reste muet. Le chef du gouvernement, inquiet de ce silence malgré ses explications, répète : «Allô ?», «Mon Général ?», «M'entendez-vous ?». Sans retour. Avec une voix d'outre-tombe, le président lâche enfin : «Je ne vois pas comment les 55 % qui ont voté contre moi aujourd'hui vont se déjuger dans deux semaines.» De Gaulle est en plein désarroi. Depuis des

mois, il répète à ses proches qu'il incarne la nation depuis vingt-cinq ans et cela sans attendre «de la reconnaissance» des Français, il souligne que «c'est la première fois qu'ils ont l'occasion de se prononcer sur (son) aptitude à diriger le pays». Avec 44,65 % des voix, cette «aptitude», à ses yeux, est discréditée. La messe est dite. Alors, pourquoi poursuivre le combat ? D'autant que le candidat également qualifié pour le second tour, avec 31,72 % des voix, n'est autre que ce «Rastignac de la Nièvre» qui a réuni la gauche derrière lui. Pas question d'affronter un «politicien» que de Gaulle ne peut souffrir.

#### **Contrairement à ses rivaux, le président-candidat refuse d'apparaître à la télévision**

L'humiliation et la déconvenue sont telles que le Général envisage de ne pas se présenter au second tour. Ses proches sont coutumiers de ces coups de «déprime». Ses équipes le savent : il faut lui remonter le moral au plus vite. Ce dimanche 5 décembre, malgré l'heure tardive, Alain Peyrefitte appelle le constitutionnaliste gaulliste, François Goguel, alors secrétaire général du Sénat, et le prie de rédiger au plus vite un rapport sur l'analyse électorale de ce premier tour. Une note roborative comme celle rédigée en 1962 lors du référendum sur la Constitution qui avait tant rasséréiné le président à l'époque.

De son côté, le Général refait le film, pointant enfin ses erreurs face à ses adversaires. Lui qui a répété inlassablement à ses proches «je ne suis pas sur le même plan qu'eux. Précisément notre force, c'est de ne pas être sur le même plan», comprend qu'il n'a pas senti le vent tourner. Pompidou, lui, juge surtout que «le Général a beaucoup trop d'orgueil». Trop d'orgueil pour descendre dans l'arène. Pourtant, cette élection nouvelle fascine les Français qui ont acheté ou loué en masse des téléviseurs. Tous ont découvert les cinq autres candidats en lice grâce à ce nouvel outil de communication. A l'image du centriste Jean Lecanuet, présenté comme le «Kennedy français», qui crève l'écran et a récolté 15 % au premier tour. La campagne a fait basculer tous les prétendants à la fonction suprême dans l'ère médiatique moderne. ●●●

Le 19 décembre 1965, Charles et Yvonne de Gaulle votent dans leur fief de Colombey-les-Deux-Eglises. Pour la première fois depuis 1848, les Français élisent leur président au suffrage universel direct.



●●● Tous, sauf le Général, qui refusa de faire «le clown», comme il le dit. Alain Peyrefitte, dépité, nota dans ses carnets dès juin 1965 : «Je commence à me demander s'il fait tout ce qu'il faut pour être élu.» C'est pourtant Charles de Gaulle qui a fixé les nouvelles règles du jeu. Désigné président en décembre 1958 par un corps électoral alors composé de 80 000 élus environ, il a voulu imposer, par le référendum du 28 octobre 1962, la grande réforme constitutionnelle qui instaure l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Un face-à-face pour rallier les Français derrière un chef d'Etat. Une élection à deux tours afin de pérenniser la V<sup>e</sup> République et renforcer le locataire de l'Élysée. Mais ce qu'il a prévu sur le papier, il ne l'a jamais envisagé pour lui-même. Il a d'ailleurs nourri le suspense et annoncé sa candidature un mois seulement avant le premier tour, le 4 novembre 1965. Une annonce en fanfare, précisant sur l'air du «moi ou le chaos», qu'il attendait une victoire incontestable.

#### A contrecœur, il redescend de son piédestal pour parler aux Français

Une annonce si tardive que d'autres ont cru leur heure de gloire arriver. Aux yeux de la droite, le Général ne semble pas le seul candidat possible. Certains ont placé leurs espoirs en Antoine Pinay, son ancien ministre des Finances. Même le Premier ministre Georges Pompidou se prépare et s'agace de ne pas savoir si le président compte se présenter ou pas. Mais à l'heure du second tour, il n'est plus temps de trouver un candidat. Il faut sauver le soldat de Gaulle. Pour cela, la note du politologue François Goguel va être décisive. Selon l'expert, obtenir 44,65 %, face à cinq candidats, est un excellent score. L'étude de la carte électorale, des reports de voix possibles et la comparaison avec d'autres pays confirment la victoire quasi inéluctable du Général au second tour. L'analyse donne des ailes au président. Dès le lendemain, mardi 7 décembre, Etienne Burin des Rozières, secrétaire général de l'Élysée depuis 1962, appelle Alain Peyrefitte. Le Général a décidé de quitter Colombey pour Paris. Le 8 décembre au matin, de Gaulle est tendu face à son équipe. Mais il a aussi l'envie d'en découdre : «On a vu les résultats. Je pensais qu'ils seraient meilleurs. J'avais tort. [...] Les comparaisons avec les référendums ne pouvaient pas valoir.» Celui qui avait en effet gagné haut la main tous ses référendums s'est trompé de combat. Pour ce second tour, le voilà prêt pour le duel.



Au soir du second tour, le candidat de Gaulle l'emporte largement avec 55 % des voix. Mais la victoire a un goût amer : ses militants n'organisent ni fête ni rassemblement.

Cette fois, le général de Gaulle entre pleinement dans la bataille. Le lundi 13 décembre, «le miracle se produit», écrit Peyrefitte dans ses Mémoires. Pour la première fois de sa longue vie, de Gaulle se fait interviewer par Michel Droit, un gaulliste choisi par le ministre de l'Information car il saura renvoyer la balle sans être complaisant. L'homme du 18 juin a finalement accepté de se «mettre en pyjama» pour «parler popote» avec le journaliste. Mêlant gouaille et solennité, rompant la monotonie du discours, Charles de Gaulle maîtrise l'entretien télévisé avec talent et défend sa politique. Il y apparaît à l'aise, avec des formules originales, allant jusqu'à mimer sur son siège élyséen, ceux qui «sautent sur leur chaise comme (des) cabris en disant Europe, Europe, Europe», une allusion directe à son concurrent Mitterrand.

Pour Peyrefitte et ses équipes qui assistent à la scène, médusés, le président est alors «tel que nous le connaissons, tel qu'il sait nous amuser, nous séduire, nous convaincre,

nous entraîner». Il est enfin descendu de son piédestal pour parler aux Français.

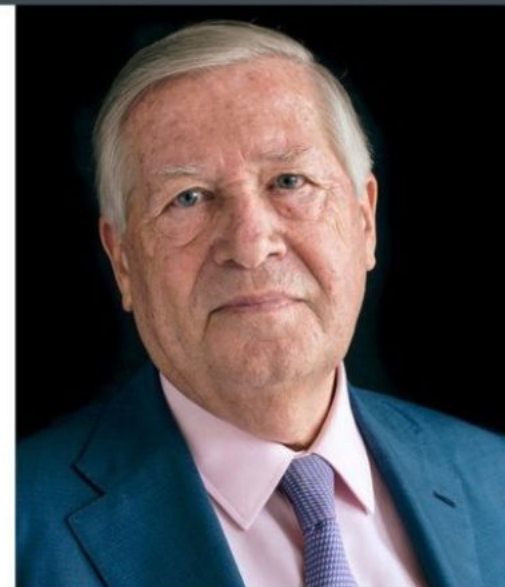
Avec 55,2 % des voix, le 19 décembre, face à Mitterrand, de Gaulle obtient le second mandat tant souhaité. A défaut de l'adhésion «franche et massive» attendue, le fondateur de la V<sup>e</sup> République a, à son corps défendant, donné un nouvel élan à la démocratie. Le suffrage universel direct, instrumentalisé par les Bonaparte, a séduit les Français et ne sera plus remis en cause. Pour Alain Peyrefitte, le Général «a surmonté l'écœurement du 5 décembre. Dans l'épreuve, il a retrouvé son tempérament d'invincible.» Malgré cette conclusion, les commentateurs sont sceptiques et perçoivent déjà, à travers l'élection de 1965, les prémices de la fin de l'ère de Gaulle à la tête de la France. Pour Pierre Viansson-Ponté, chef du service politique du *Monde*, «le premier tour fut un blasphème, le second tour est un sursis». Et en effet, quatre ans plus tard, le référendum de 1969 sonnera le glas des «années de Gaulle». ■

MAUD GUILLAUMIN

“

Pour lui, l'élection n'était qu'une formalité. ”

ALAIN DUHAMEL



Hannah Assouline / Éditeurs de l'Observatoire

Alain Duhamel, chroniqueur de la V<sup>e</sup> République et membre de l'Institut de France, a publié, en 2018, *Journal d'un observateur* (éd. Points). Il revient sur le coup de tonnerre du premier tour de la présidentielle de 1965.

**GEO Histoire : Obtenir 44,65 % au premier tour de la présidentielle de 1965, était-ce un très mauvais score aux yeux de Charles de Gaulle ?**

**Alain Duhamel :** Bien sûr ! Il était si vexé qu'il envisagea à un moment donné de ne pas se présenter au second tour. Il songea à abandonner car il estimait qu'il s'agissait d'un très mauvais résultat. Il eut donc un mouvement d'humeur incontestable. Son entourage en a témoigné. Et ce même entourage l'a remotivé. Avec des preuves tangibles. François Goguel, alors considéré comme le meilleur spécialiste de l'analyse électorale, lui rédigea une note en s'appuyant notamment sur les résultats des législatives majoritaires à deux tours. La comparaison fut sans appel : il conclut qu'obtenir presque 45 % dès le premier tour était un score exceptionnel en démocratie. Goguel lui prouva que ce n'était absolument pas un camouflage. Les élections présidentielles qui allaient avoir lieu par la suite démontrèrent qu'il avait vu juste !

**L'erreur du président de Gaulle n'était-elle pas d'avoir comparé son résultat avec ceux obtenus lors des référendums remportés précédemment ?**

Il est vrai que les référendums qu'il avait proposés, sur la Constitution ou sur l'Algérie, lui avaient toujours permis d'obtenir une majorité très large. De Gaulle connaissait peut-être mal les mécanismes électoraux bien qu'il s'y soit intéressé avant guerre. Il avait beau savoir qu'une élection personnelle n'était pas comparable avec un référendum sur une ou deux questions, il se considérait d'une na-

ture autre que ses opposants. En somme, comme un homme du renouveau, au-dessus de la politique partisane et capable d'obtenir un résultat massif. Il pensait que 1965 ne serait qu'une simple formalité.

**Avec cette élection, Georges Pompidou a-t-il enfin cru son heure venue ?**

Pompidou faisait partie du premier cercle : ancien secrétaire général de la Fondation Anne de Gaulle, il était Premier ministre depuis 1962. Il envisagea bien de se présenter si le Général eût renoncé à se présenter. Comme toujours dans tous les couples formés par le président de la République et son Premier ministre, cette situation créa des tensions. Pompidou fut irrité de ne pas être tenu informé de la stratégie du chef de l'Etat et de Gaulle fut furieux que son Premier ministre ait osé imaginer se présenter à sa place !

**Pourquoi avoir décidé d'instaurer en 1962 l'élection du président au suffrage universel direct ?**

De Gaulle prit cette décision non pour chercher une reconnaissance personnelle – il n'en avait pas besoin – mais pour enraciner durablement la V<sup>e</sup> République. Il chercha à consolider les institutions, surtout avec le second tour. Il pensait que cela apporterait un soutien aux présidents à venir afin de leur donner une plus grande légitimité. Il gagna d'ailleurs sur les deux tableaux grâce à ce second tour de 1965 où il fut en ballottage : il enracina bien les institutions et, en prime, il montra le fonctionnement démocratique de la V<sup>e</sup> République.

**Le fait que de Gaulle ait été mis en ballottage préfigurait-il la crise de Mai 1968 ?**

Selon moi, absolument pas. Il faut se remémorer les résultats des élections législatives de 1967 : la majorité gaulliste ne l'emporta que d'un seul siège. Le problème commença là. La crise de Mai 1968 fut très différente. Le phénomène fut d'abord marqué par une exigence de changement institutionnel et culturel portée par les étudiants. Et qui allait devenir ensuite une demande économique et sociale en s'étendant à la classe ouvrière. Alors certes, en 1968, les étudiants dénoncèrent les dix ans au pouvoir du Général. Ce fut un thème répandu. Mais cette critique fut le résultat du mouvement de Mai. Elle n'en fut pas la cause. A mon sens, le fait que Charles de Gaulle ait été mis en ballottage et la crise de 1968 sont deux éléments qui ne sont pas liés.

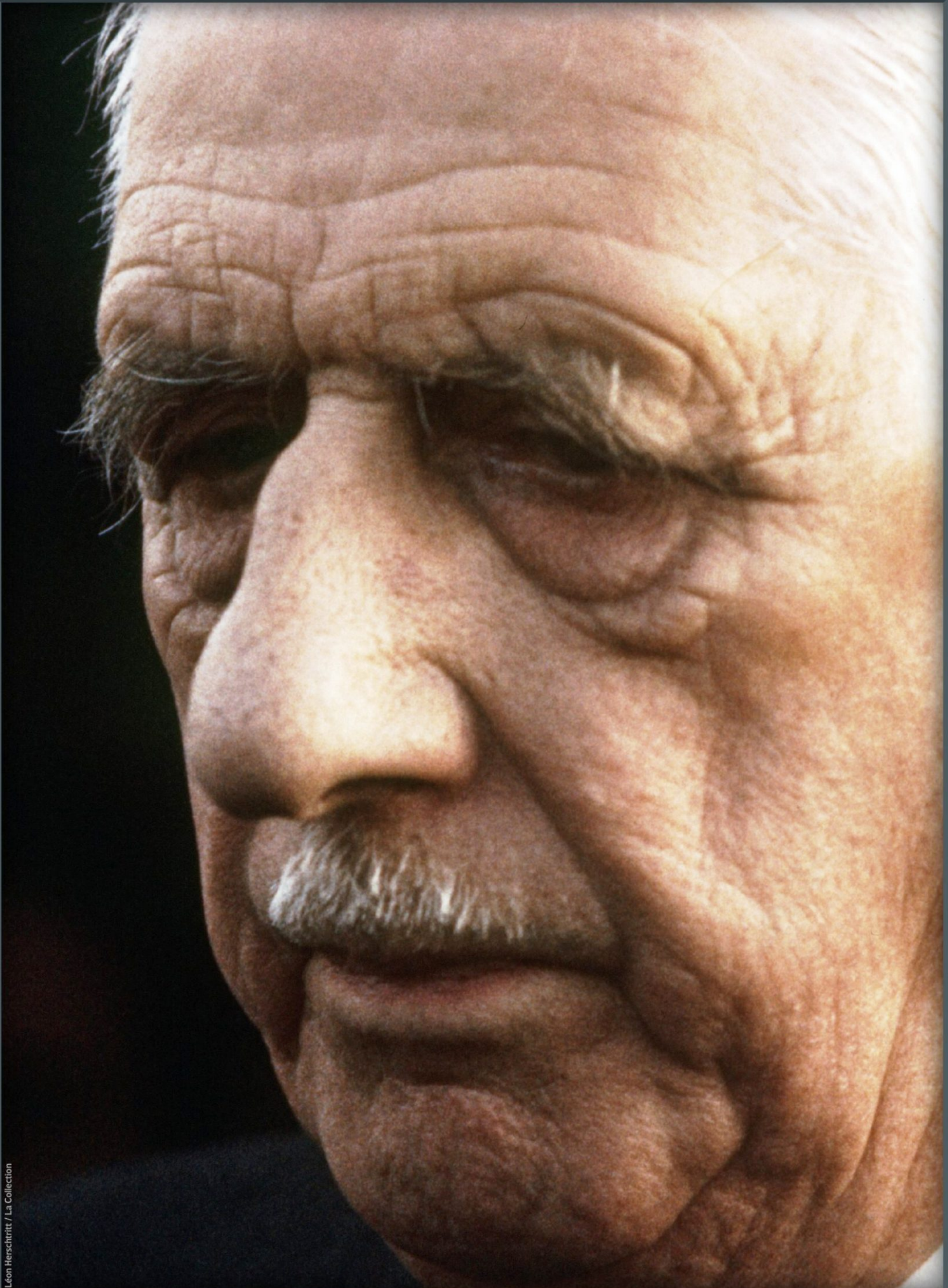
PROPOS RECUEILLIS PAR  
MAUD GUILLAUMIN

# LA FIN D'UN GÉANT

**1965-1970**

Sonné mais toujours déterminé. Après la surprise de sa mise en ballottage lors des élections présidentielles de 1965, de Gaulle souhaite faire de son second mandat celui de l'indépendance française. Débarrassé du «boulet algérien», qui limitait sa marge de manœuvre sur l'échiquier international, il multiplie les coups d'éclat, en s'opposant en 1967 à l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté

économique européenne ou en déclarant, la même année, le Québec «libre». Mais le vieux général peine à incarner la modernité. En mai 1968, lorsque les événements éclatent, il semble en décalage avec une société rajeunie et libérée du souvenir de la guerre. Un mois plus tard, le triomphe des gaullistes aux législatives ne sera qu'un sursis : après le «non» au référendum en avril 1969 sur la région et la réforme du Sénat, le président tire sa révérence avant de mourir chez lui, dans sa maison à Colombey-les-Deux-Eglises, le 9 novembre 1970. Pour trouver sa place au panthéon de l'Histoire.



Le Général, ici à Quimper le 2 février 1969, s'apprête à prononcer ce qui sera son dernier discours en public.

**UNE VOIX QUI  
SE FAIT ENTENDRE  
DANS LE MONDE**

A l'automne 1966, de Gaulle se rend à Phnom Penh, où il est accueilli en grande pompe par Norodom Sihanouk, l'ancien souverain et chef d'Etat cambodgien. Sa venue dans ce pays d'Asie du Sud-Est répond à un objectif : perpétuer l'influence française. Le 1<sup>er</sup> septembre, devant 100 000 personnes, le Général se lance dans un virulent réquisitoire contre la guerre du Viêt Nam, menée par les Américains.





*Je suis un homme qui n'appartient à personne  
et qui appartient à tout le monde»*

Conférence de presse du 19 mai 1958.



Photo de gauche : Bridgeman Images - Photo Ci-contre : Alp

### **PRÊT À SAISIR LA BALLE AU BOND**

En ce mois de mai 1967, au Parc des Princes, le président de la République remet le trophée de la Coupe de France de football au capitaine du club l'Olympique lyonnais, Fleury Di Nallo. Quelques minutes plus tôt, le ballon avait été envoyé dans la tribune officielle. Joueur, de Gaulle l'avait aussitôt remis sur le terrain. Il se serait même exclamé : «Je dois tout faire moi-même dans ce pays !»



*Notre pays devient, sous nos yeux, une grande puissance industrielle. C'est-à-dire une grande puissance tout court»*

Charles de Gaulle, 12 juillet 1961, dans une allocution télévisée.



Jacques Boissay / Akg-Image



**DEVANT LE FLEURON  
DE L'AVIATION FRANÇAISE**

Le Général assiste, en mai 1967, au lancement du *Concorde*, sorti des usines Airbus de Toulouse. Fruit d'une collaboration franco-britannique, ce mythique avion supersonique effectuera son premier vol le 2 mars 1969. Si de Gaulle a suggéré le nom de *Concorde* pour cet appareil, il n'aura jamais eu l'occasion de voyager à son bord.



**UNE DÉCLARATION  
PASSÉE À  
LA POSTÉRITÉ**

En juillet 1967, Charles de Gaulle entame une visite d'État au Canada. Ou plutôt au Québec... Depuis le balcon de l'hôtel de ville de Montréal, il prononce une phrase choc : «Vive le Québec libre !» La foule exulte. Son objectif est de donner écho au mouvement d'indépendance qui agite la Belle Province. Chaleureusement accueilli par les Québécois, le Général ira jusqu'à comparer l'atmosphère de son voyage à celle de la Libération. Après cette déclaration, de Gaulle est prié par les autorités canadiennes de rentrer à Paris.





Georges Menager/Paul Slade/Partismatch/Scoop



Mondadori via Getty Images



Collection Michael Leilouche/Leemage

### MAI 68, UNE CRISE ET UN SURSAUT

La révolte étudiante incarnée par Daniel Cohn-Bendit (ci-dessus en polo noir), fait trembler le pouvoir. Parmi les revendications des manifestants, la critique du gaullisme, illustrée par l'affiche ci-contre. Mais le 3 mai 1968, les gaullistes contre-attaquent. Alors qu'une partie de la population défie le pouvoir, 400 000 personnes envahissent les Champs-Élysées (à droite) pour soutenir le Général. Les législatives de juin seront un triomphe pour les gaullistes.



Reporters Associes/Gamma-Rapho

### UNE VISITE SURPRISE À CEAUȘESCU

Le 19 mai 1968, le président maintient son déplacement en Roumanie et donne les pleins pouvoirs à son Premier ministre, Georges Pompidou. De Bucarest à Craiova, la population roumaine acclame le Général, aux côtés de Nicolae Ceaușescu.



Patrice Habans/Parismatch/Scoop



Henri Bureau/Corbis/ACG/Getty Images



### **OÙ EST PASSÉ LE GÉNÉRAL ?**

Le jeudi 30 mai 1968, de Gaulle atterrit en banlieue parisienne, à l'héliport d'Issy-les-Moulineaux (ci-contre). Il a disparu depuis plus de vingt-quatre heures. La veille, il a fait annuler le Conseil des ministres. A bord de l'hélicoptère qui doit le conduire dans sa résidence de Colombey, le Général fait modifier l'itinéraire. Cap sur Baden-Baden, une ville allemande où sont stationnées les troupes du général Massu. De Gaulle veut s'assurer du soutien des armées. En disparaissant des radars, le Général parviendra à se replacer au centre du jeu politique.



**TOUJOURS AU MILIEU DES FRANÇAIS**

De Gaulle n'aime guère l'Élysée et cherche le plus possible à s'en échapper. Outre ses nombreux voyages internationaux, il se lance souvent dans de grandes tournées régionales, comme ici à Quimper, en 1969. D'un naturel réservé, voire froid, il ne rechigne pourtant jamais aux bains de foule. Des grandes villes jusqu'aux hameaux les plus délaissés, le Général ne néglige personne. En onze ans de présidence, il se rendra dans tous les départements français.



Dominique Berrery/Rapho





Keystone-France/Gamma-Rapho

### CE RÉFÉRENDUM QUI SIGNE SA MORT POLITIQUE

En avril 1969, de Gaulle organise un référendum sur la réforme du Sénat et la régionalisation. Un thème assez obscur qui cache une question simple : le président doit-il rester ou s'en aller ? Le Général a en effet annoncé qu'il quitterait le pouvoir en cas d'échec. Après avoir voté à la mairie de Colombey, il prend connaissance des résultats : le «non» l'emporte à 52,58 %. Les militants anti-de Gaulle fêtent alors sa défaite sur les Champs-Élysées. De Gaulle quitte ses fonctions le lendemain.

AFP





**NON!**

**C'EST NON!**

**C'EST NON**

LE REFERENDUM  
DONNAIT MOINS  
DE 49 AUX OUI  
20 D'ABSTENTIONS

**L'AURORE**

AFFRONTEMENT  
IMMINENT  
SUR LE CANAL  
DE SUEZ

CINQ REGIONS SEULEMENT  
(Alsace, Bretagne, Bourgogne,  
Picardie, Normandie) ONT APPROUVE LE PROJET  
DU CHEF DE L'ETAT

**C'EST NON!**

**L'AURORE**

AFFRONTEMENT  
IMMINENT

Portrait of a woman looking out from the car window.



Jean-Pierre Bonnotte/Gamma-Rapho



**UN NOUVEL HORIZON  
POUR LE «GRAND CHARLES»**

Après avoir quitté le pouvoir, de Gaulle décide de s'exiler. Il souhaite ne pas avoir à se prononcer lors de la prochaine élection présidentielle. Loin du tumulte politique, il choisit de se rendre en Irlande, la terre de ses ancêtres. Ici en mai 1969, il se promène sur la longue plage de Derrynane, en compagnie de sa femme Yvonne et de son aide de camp, l'amiral Flohic.



Camelio Sipa



### **UN DERNIER DÉFILÉ MILITAIRE**

Le 10 novembre 1970, de Gaulle meurt à Colombey-les-Deux-Eglises, terrassé par une crise cardiaque. Son testament précise qu'il ne veut pas d'obsèques nationales. Ses funérailles ont lieu deux jours plus tard en dehors de toute représentation officielle, à Colombey. 50 000 personnes accompagnent le cercueil posé sur un char et drapé des couleurs de la France, de sa demeure au cimetière du village. Le gouvernement décrète un jour de deuil national et une cérémonie est célébrée à Notre-Dame-de-Paris.